



MEMOIRE DE RECHERCHE

PATRIMOINE DE PROXIMITE ET COLLECTIVITES
LOCALES
L'EXEMPLE DU GRAND SAUMUROI

ANNEE 2003-2004

Membres du jury

Corinne LARRUE, maître de conférence en Aménagement-urbanisme
Patrice MELE, maître de conférence en géographie

Magistère 3^{ème} année

Audrey Sachot

UNIV. TOURS EPU DA CESA



D 251 002492 1

NA 43 11R 2004 SAE



REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier Corinne LARRUE, maître de conférences et directrice du laboratoire VST au sein de la MSH de Tours, d'avoir accepté de suivre ce travail. Sa disponibilité et ses conseils ont été particulièrement appréciés.

INTRODUCTION

En France, les premiers écrits traitant du patrimoine en dehors des questions purement techniques (restauration, ravalement de façades...) datent des années 1980. Ils sont dus à des historiens de l'art ou des architectes (Chastel, 1980 ; Leniaud, 1992), des sociologues (Bourdin, 1984), des économistes (Greffé, 1990), et plus récemment des urbanistes (Choay, 1992) et des géographes (Di Méo, 1995). L'ouvrage français le plus important sans doute autour de la notion du patrimoine et de son évolution est celui coordonné par P.Nora, Les lieux de mémoire (1986).

Depuis quelques décennies, le terme patrimoine a connu une évolution considérable, englobant à présent toutes les manifestations, y compris immatérielles, d'un héritage collectif. Cette évolution suppose une véritable mutation des regards, sur des témoignages jugés jusque-là dénués d'intérêt. On se souvient de l'émoi de la société civile provoqué par la destruction des halles Baltard à Paris, acte –paradoxalement - fondateur d'une politique nationale du patrimoine industriel. Le patrimoine résulte aujourd'hui avant tout d'un processus social, d'appropriation du témoignage par la société. Il participe à la construction de valeurs symboliques, identitaires, sociales et est de plus en plus défini comme un produit économique. Ceci renvoie aux trois fonctions fondamentales du patrimoine : légitimante, identitaire, valorisante :

- Enjeux territoriaux : le patrimoine c'est légitimer la présence sur un territoire et le contrôle de celui-ci.
- Enjeux identitaires : il s'agit de construire le ciment du groupe ; d'être un outil de la construction d'identités partagées
- Enjeux économiques : la constitution du patrimoine est investie de la notion de production de richesse.

Selon Hélène Melin, sociologue, « Les débats sur ce qui doit faire partie ou non du patrimoine, sur les sens qu'on lui accorde, sont dépassés, et les interrogations se déplacent davantage vers les enjeux politiques et sociaux liés aux lieux de mémoire et les rôles que l'on désire attribuer à ces monuments. Ce glissement s'opère dans un contexte de mondialisation et de concurrence accrue des territoires. Face au phénomène de globalisation économique, la compétition pour l'excellence entre les territoires - et cela à différents échelons : local, régional, national - pousse les acteurs à trouver de nouveaux moyens pour rester dans un processus de croissance. Dans ce contexte, le patrimoine semble avoir un rôle à jouer et il est nécessaire de s'interroger sur la façon dont les groupes sociaux vont se saisir de ce qui apparaît de plus en plus comme une ressource – et plus simplement un témoin et encore moins une survivance du passé – pour enclencher une dynamique de territoire et se distinguer ainsi des autres espaces nationaux ou internationaux. »

On peut dès lors se demander quelle est la place des collectivités, que celles-ci soient demandeuses ou fortement incitées, dans la prise en charge des politiques patrimoniales, et surtout quelles sont les conditions d'appropriation des politiques patrimoniales par les collectivités.

On entend par appropriation de la collectivité le fait de pouvoir légitimer une action sur le patrimoine, ne serait-ce que pour nommer le bâtiment ou l'ensemble urbain (car c'est de ce patrimoine-là dont nous traitons) « patrimoine ». Il s'agit alors d'appréhender les conditions, les facteurs qui favorisent une action, devenue légitime, sur le patrimoine.

On émettra alors l'hypothèse de l'importance du facteur humain, en tant que ressources : un élu, porteur du projet, des associations actives (nouvelle forme des sociétés savantes de la III^{ème} République ?) dans l'aide à la décision, à la connaissance (pour les collectivités), et en tant qu'agent de transmission, intermédiaire pour les citoyens. Ces ressources humaines jouent sans doute un rôle important, ce que l'on essaiera de déterminer, au moins dans le processus d'identification d'un objet devenu patrimoine. Cet objet, par sa nomination en tant que patrimoine, est le résultat d'un processus construction sociale dont les acteurs précédemment cités jouent un rôle important. Cette reconnaissance est constituée à partir d'un certain nombre de caractères (historiques, architecturaux, ...) sur lesquels nous ne nous arrêterons pas.

Le niveau local acteur de la gestion collective d'un bien public : les collectivités locales sont des acteurs pertinents (et effectifs dans la pratique) pour la gestion non seulement de biens publics (ce qui renvoie à un acteur public) mais également de biens collectifs (ce qui appartient à tous), notion à laquelle le patrimoine fait référence (relais de notre histoire commune). Ces acteurs seraient d'autant plus pertinents que le rapport Bady souligne à la fois « les attentes des collectivités territoriales », en matière de développement local, d'amélioration du cadre de vie (urbanisme et tourisme) et « une meilleure connaissance et sauvegarde des richesses patrimoniales des territoires pour en renforcer l'identité dans un but culturel, économique et social : le territoire devient de plus en plus patrimoine commun » ; et la nécessité que « les décisions soient prises au plus près des citoyens, ce qui induit un rôle accru des collectivités territoriales ».

Certes, on souligne une certaine attente des collectivités territoriales, mais que leur reste-t-il dans le champ patrimonial ? Si la patrimonialisation commence par la nomination, c'est dans la très grande majorité des cas l'Etat qui le fait (Classement, inscription à l'Inventaire). De même, l'Etat reste à l'origine des procédures de préservation du patrimoine urbain (Secteurs Sauvegardés, Z.P.P.A.U.P. ...), au moins dans les financements (lavois par la DDE).

De fait, et c'est là notre deuxième hypothèse, les collectivités investissent dans le champ du patrimoine d'intérêt local ou plutôt patrimoine de proximité.

Cependant, le patrimoine d'intérêt national est approprié par les collectivités, et il s'agit de notre dernière hypothèse, dans le cadre d'une montée en puissance du localisme. Cette mise en visibilité du local est l'objectif ultime dans le cadre d'un projet urbain (voire de grand projet emblématique) où l'alibi patrimoine est fréquemment utilisé.

I) Remise en cause de la politique nationale du patrimoine

Les actions touchant le patrimoine prennent place dans un contexte beaucoup plus large, celui notamment de la politique culturelle. La politique du patrimoine a pour objectif de préserver (c'est-à-dire conserver, entretenir, restaurer et transmettre) de gérer et de valoriser par l'ouverture au public, l'animation, la diffusion, pour répondre à des enjeux d'ordre culturel, économique, touristique, pédagogique et social. La loi de 1913, complétée par celles de 1962 et 1966, assure la préservation du patrimoine monumental, soit environ 14 000 monuments classés et 27 000 inscrits. L'Etat ne détient que 4 % des édifices protégés (les 87 cathédrales et les palais nationaux comme Versailles, Chambord..., un important patrimoine militaire), les communes 44 %, notamment les églises construites avant 1905, les propriétaires privés 46 % (principalement des demeures), et les 6 % restants reviennent aux autres collectivités publiques.

Toutefois, l'Etat ne cesse d'étendre son action de sauvegarde, d'affirmer sa responsabilité et de se porter garant de la préservation du patrimoine national. Cette politique nationale, complexe, centralisée et obsolète est remise en cause par l'élargissement de la notion « patrimoine » et l'arrivée de « nouveaux médiateurs ».¹ Il s'agit de montrer la captation de l'Etat de la politique du patrimoine (il ne peut n'y en avoir qu'une, celle de l'Etat), qui se comprend dans le contexte de la construction de l'Etat-Nation. Le système centralisé, complexe est remis en cause, notamment en raison de dysfonctionnements et d'une inadaptation de la notion du patrimoine telle qu'elle a été conçue par rapport à la réalité actuelle. L'évolution de la notion de patrimoine rend légitime la préoccupation patrimoniale de nouveaux acteurs. L'Etat n'est plus le seul opérateur légitime de la protection du patrimoine.

1 1 Une politique nationale du patrimoine : l'Etat s'érige en héritier légitime

1.1. 1 Un héritage historique fort

« Nous savons mal pourquoi nous tenons à notre passé, mais nous savons bien que nous y tenons et que toutes les nations tiennent aujourd'hui au leur », disait A.Malraux en juillet 1962 à l'Assemblée nationale.

L'Etat s'érige en héritier légitime de la chaîne des générations qui ont constitué la nation, en prenant possession de biens culturels jugés représentatifs et en les transformant en vecteurs de l'unité nationale. C'est au moment de la Révolution française que se pose clairement la question des biens patrimoniaux. Il s'agit tout à la fois d'utiliser le nouveau « patrimoine d'Etat » (résultant des grands projets de la monarchie capétienne), de permettre au citoyen nouveau, à l'homme libre d'avoir accès aux chefs-d'œuvre de l'art, de jouer sur la constitution d'un Etat égalitaire tout en évitant de faire ressurgir des particularismes locaux jugés trop attachés au souvenir de l'Ancien Régime. Les biens de l'Eglise sont mis à disposition de la Nation, mais cela n'empêche pas les actes de destruction. L'Assemblée en 1789 se prononce pour la protection de ces monuments et met en place une commission des monuments chargée d'étudier leur sort, mais

¹ Cf. titre du quatrième chapitre « nouveaux médiateurs et nouveaux critères », L'Utopie française, essai sur le patrimoine, J.M. Leniaud, Mengès, 1992, 180 pages

en 1792, un décret est prononcé en faveur de la destruction de ces « monuments élevés à l'orgueil, au préjugé, à la tyrannie ». On comprend bien que le patrimoine se définit alors par une double dimension affective et temporelle. Camille Julian reprend dans ses propos l'idée du souvenir de la construction de la nation : « les ruines des monuments ne témoignent pas seulement de la main d'un ouvrier, du plan d'un architecte, mais aussi des sentiments d'un peuple ; elles reflètent, pour une partie, l'esprit d'une génération des hommes »².

Il s'agit, par le biais du monument notamment, « de faire remémorer à d'autres générations des personnes, des événements, des sacrifices [...] ». « Ce passé, invoqué et convoqué » permet « d'ébranler par une émotion, une mémoire vivante », il rappelle le passé « en le faisant vibrer à la manière du présent » et contribue ainsi « à maintenir et préserver l'identité d'une communauté »³.

Par les valeurs qui sont sous-tendues (identité, continuité, unité) et dans le contexte de construction d'une nation, on comprend bien tout l'intérêt porté au patrimoine français par l'Etat. La volonté publique visait en effet à préserver les traces d'un passé susceptible d'inscrire la communauté nationale dans le présent (P.Moulinier⁴), ou selon P.Nora, « le déchiffrement de ce que nous sommes à la lumière de ce que nous ne sommes plus ».

1.1.2. Un système centralisé

Le rôle de l'État central est d'abord celui d'un régulateur, auquel il incombe de fixer des lignes directrices cohérentes avec les contraintes susceptibles d'être supportées par les citoyens. L'Etat a le monopole quasi exclusif de la protection du patrimoine, parce qu'au nom du bien-être commun, il peut se donner les moyens de faire accepter ces contraintes (en particulier par rapport au droit à la propriété : contrôle des modifications susceptibles d'y être apportées, possibilité d'exproprier, etc..). En tant que responsable de la mémoire nationale, il est aussi capable de définir des règles, ainsi que se donner les moyens d'intervenir pour en surveiller l'application.

Cette politique qui s'est peu à peu mise en place a été progressivement dotée d'importants moyens – matériels ou conceptuels – dont l'usage a été placé entre les mains de l'Etat, parmi lesquels : une administration, des crédits, des instruments juridiques centralisés, qui ont donné un ensemble de critères de sélection des biens patrimoniaux dont la définition a été opérée depuis le XIXe siècle – et jusque dans les années 1960 – au niveau central, sur la base d'une histoire de l'art établie en fonction des chefs-d'œuvre d'Ile-de-France.

² C.Julian, leçon d'ouverture du cours d'histoire et d'antiquités nationales au Collège de France, le 7/12/1906 ; cité par D.Poulot, in *Regards croisés sur le patrimoine*, 2003

³ Françoise. CHOAY, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil, 1992, 278 pages, p. 14-15

⁴ Pierre MOULINIER, *Politique culturelle et décentralisation*, Éditions du CNFPT, 1995. 303 pages

1.1.2.1 Les différents dispositifs de protection patrimoniale

1.1.2.1.1. dire la loi

Les premiers actes de sélection, à la suite des travaux de la commission, et par le biais d'inventaires, se font dans la première partie du XIX^{ème}. Dès 1830, l'Etat se donne les moyens nécessaires pour se déplacer sur le terrain et surveiller les monuments : l'Inspection générale des monuments historiques en France est créée suite au rapport de François Guizot, ministre de l'intérieur, présenté au roi le 23 octobre 1830⁵. Les premiers classements sont considérés par les collectivités comme une ingérence abusive de l'Etat, et comme une atteinte grave au droit à la propriété.

Ce sont les lois de 1887 et 1913 qui fondent le système centralisateur.

A partir de 1887, date de la première loi sur les Monuments Historiques, l'Etat prend en charge autoritairement les biens considérés comme patrimoniaux, dans le sens où ils sont considérés comme étant le témoignage de l'idée de continuité de la nation. L'Etat se fait le garant du bon goût, des fonctions mémorielles de la nation et prend l'initiative des mesures (du classement à la définition d'un ensemble urbain, en passant par les aides financières) par le biais d'une politique patrimoniale de 1913 à nos jours.

1.1.2.1.1. La loi du 30 mars 1887

Il s'agit de la première loi sur le patrimoine. Elle porte sur la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique national. Cette loi assure un cadre légal aux interventions de l'Etat, en normalisant les règles de la conservation du patrimoine et en déterminant les conditions de l'intervention de l'Etat pour la protection des monuments historiques. Toutefois, sa portée est limitée car elle restreint le classement aux monuments appartenant à des personnes publiques, le consentement des propriétaires privés est exigé en cas de classement et les sanctions en cas d'infraction ne sont pas prévues (elles le seront à partir de 1905). L'expropriation reste possible en Conseil d'Etat.

Cette loi entraîne des protestations des communes, et de nombreux propriétaires, qui y voient une atteinte au droit de propriété. Au nom de l'intérêt national, les communes et les propriétaires privés, qui avaient restauré des édifices, n'ont plus d'autres droits que celui de payer (entretien, etc.) et la possibilité d'être expulsé du bien pour cause d'utilité publique. Pour J.M.Leniaud, cette « loi exceptionnelle venait créer une sorte de servitude d'utilité publique pour fonder officiellement et systématiquement la mémoire nationale »⁶.

⁵ Le premier inspecteur général est Ludovic Vitet. En 1834, Prosper Mérimée devient le second titulaire du poste d'inspecteur général des Monuments historiques.

⁶ Leniaud, *L'Utopie française*, op. cit., p. 84

1.1.2.1.2. La loi du 13 décembre 1913⁷

Il est nécessaire de rappeler le contexte⁸ pour bien comprendre dans quelle mesure la loi du 13 décembre 1913⁹ va plus loin encore dans la centralisation de la protection du patrimoine. Elle fait suite à la loi de 1905, qui officialise la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Or, le Clergé est sans doute la seule institution, malgré la nationalisation des biens, qui est encore capable de rivaliser avec l'Etat dans le domaine de la mémoire nationale. C'est ainsi qu'au nom des Beaux-Arts, les édifices culturels (souvent pillés depuis la Séparation) et notamment les cathédrales, sont pris en charge par la procédure de classement.

La loi du 13 décembre 1913 sur les monuments historiques complète et améliore les dispositions de la loi de 1887, en instaurant l'instance de classement et en définissant le cadre et le statut des monuments historiques. Sous ce vocable sont réunis le monument au sens strict et l'objet mobilier¹⁰.

Elle prévoit également une nouvelle mesure de protection, l'inscription à l'Inventaire supplémentaire.

Elle remplace la notion d'intérêt national par celle d'intérêt public. Elle porte atteinte au droit de propriété de manière très forte en étendant le classement à la propriété privée. L'Etat peut se substituer au propriétaire d'un Monument Historique classé et procéder d'office à des travaux de restauration. Après les communes, les propriétaires sont contraints d'entretenir les monuments au nom de l'intérêt public, suivant les codes définis de plus en plus précisément par l'Etat.

La loi de 1913 constitue le socle juridique de la protection des Monuments Historiques en France. Elle a été complétée et modifiée par les lois de 1943 (abords) ; 1962 (secteurs sauvegardés) ; 1966 (l'Etat peut entreprendre des travaux d'office) ; 1977 (permis de construire soumis aux règles de l'archéologie) ; 1997 (appel contre architecte des bâtiments de France) ; 2000 (SRU : périmètre des abords) ; 2002 (expérimentation ; recours contre l'avis de l'architecte des bâtiments de France). Avec ce texte, l'Etat se dote de moyens administratifs et techniques (les services des Monuments Historiques, organisation par ailleurs très centralisée) et d'une grille de procédures juridiques. Cette législation, qui confirme la centralisation de la politique française des

⁷ Le code du patrimoine précise les dispositions relatives à la protection du patrimoine classé et inscrit dans les chapitres I et II, livre VI : monuments historiques, sites et espaces protégés, Titre II : monuments historiques

⁸ Leniaud, op.cit. On peut noter par ailleurs qu'au chapitre « la politique du patrimoine », la Documentation Française explique que la politique du patrimoine en France est la conséquence à la fois de la Révolution française et de la séparation de l'Eglise et de l'Etat (source : www.vie-publique.fr).

⁹ Le décret d'application est publié le 18 mars 1924

¹⁰ « Sont compris parmi les immeubles susceptibles d'être classés, aux termes de la présente loi : Les monuments mégalithiques, les terrains qui renferment des stations ou gisements préhistoriques ; 2° Les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager ou assainir un immeuble classé ou proposé pour le classement ; 3° D'une façon générale, les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou proposé pour le classement . » (Loi du 31 Décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques ; Chapitre I : Des immeubles ; Art. 1)

« Les objets mobiliers, soit meubles proprement dits, soit immeubles par destination, dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire, de l'art, de la science ou de la technique, un intérêt public, peuvent être classés par un arrêté ministériel ». (Loi du 31 Décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques ., Chapitre II : Des objets mobiliers, Art. 14)

Monuments Historiques, fait figure de modèle dans des pays où l'Etat joue un rôle moins prépondérant¹¹. En dépit d'une certaine efficacité, F. Choay pointe les inconvénients de la loi de 1913 : pesanteur de la bureaucratie ; effacement progressif du rôle actif, stimulant et anticonformiste joué par les acteurs bénévoles, remplacés par les fonctionnaires ; l'absence de véritable analyse de la notion de Monuments Historiques et de critère de discrimination en terme de pratique.

D'autres lois complètent le dispositif régalien, et en particulier la loi de 1941, relative aux fouilles archéologiques. Elle rend obligatoire la déclaration aux services de l'Etat des découvertes archéologiques faites aux cours de travaux. Le droit de regard est important puisqu'il s'agit d'éléments patrimoniaux inconnus mis à jours de manière imprévue.

1.1.2.1.2. Dire la méthode

Avec la constitution d'un corps de fonctionnaires, l'Etat met au point des règles pour déterminer ce qui « fait patrimoine ». On notera en particulier le rôle de l'Inventaire général et la méthode de ce dernier, avec ses enquêtes, sa recherche pour la définition de critères et surtout son lexique (cf le thésaurus : « système descriptif » décliné en différents thèmes).

Cet exercice, intellectuellement riche et extrêmement rigoureux, est par la lenteur des travaux qui sont exigés (on est dans l'ordre de la recherche fondamentale), peu utilisable pour l'opérationnel. Il est d'ailleurs symptomatique que la plupart des services monuments historiques des DRAC n'utilise pas, ou de façon nettement moins rigoureuse, le thésaurus de l'Inventaire général pour rédiger les dossiers de protection. Des inventaires thématiques ont été mis en place, pour répondre souvent à « l'urgence » : dans le cas du patrimoine industriel notamment, pour éviter la destruction de sites particulièrement intéressants. Certaines collectivités, comme le département de l'Isère, « bricolent » une méthode d'inventaire à objectifs concrets. On constate, en dépit des dysfonctionnements évoqués, que la méthode de l'Inventaire reste la norme, elle un modèle, y compris pour les versions « plus souples » et à visée opérationnelle immédiate.

1.1.2.1.3. Les outils de gestion du patrimoine : le rôle majeur de l'Etat

1.1.2.1.3.1. Les abords

La loi du 25 février 1943 délimite la protection des abords des Monuments Historiques, en instituant le périmètre des 500 mètres autour des Monuments Historiques classés ou inscrits. L'intérêt est maintenant porté à l'espace patrimonial : le monument s'inscrit dans un environnement immédiat.

Cette loi entraîne une servitude particulièrement forte. En effet, il est maintenant obligatoire¹², pour les immeubles situés dans le champ de visibilité et de covisibilité dans un rayon

¹¹ F.Choay, *L'Allégorie du patrimoine*, Seuil, 1992, p.110

¹² loi n°92 du 25 février 1943 sur les abords des Monuments Historiques modifiant la loi du 31 décembre 1913 (art. 1, 13bis et 13 ter) sur les Monuments Historiques.

de 500mètres, d'obtenir l'avis conforme de l'architecte des bâtiments de France pour tout projet susceptible de modifier l'aspect extérieur des abords d'un Monument Historique. Ce dispositif a été complété en 2000 avec la loi SRU. Ce n'est qu'en 1997 qu'une loi introduit un mécanisme d'appel à une décision d'un architecte des bâtiments de France prise en application de la zone de servitude de 500 mètres. Le recours contre l'avis de l'architecte des bâtiments de France est rendu possible depuis la loi « démocratie et proximité de 2002.

1.1.2.1.3.2. : Les secteurs sauvegardés

La loi du 4/08/1962 opère le rapprochement entre protection et urbanisme opérationnel. Pour les centres-villes il ne s'agit pas seulement de labelliser un secteur, il faut en assurer sa gestion (mise en place d'un règlement qui s'impose à chacun) et favoriser sa mise en valeur (création de secteurs opérationnels avec des procédures financières d'un nouveau type). La loi introduit une sauvegarde planifiée d'un ensemble urbain sur la base d'études approfondies (4 à 5 ans portant sur une analyse structurale, typo-morphologique, architecturale, urbaine de chaque parcelle et tenant compte des données sociales), débouchant sur un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (P.S.M.V.), « instrument réglementaire autant qu'opérationnel à l'application duquel veille l'architecte des bâtiments de France »¹³. La politique des secteurs sauvegardés est un des moyens dont l'Etat dispose pour assurer la défense du patrimoine. Si l'étude permet (notamment par sa durée) la concertation avec l'ensemble des acteurs locaux (en particulier la commune), la conduite de l'instruction du PSMV au niveau local relève de l'autorité du préfet.

1.1.2.1.3.3. : Les permis de construire

Le décret du 12 octobre 1977 modifie à l'article 2 sur les études d'impact le code de l'urbanisme. Il soumet le refus ou l'obtention du permis de construire à l'observation de règles spéciales si la construction risque de compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

1.1.2.2. Les financements : « la politique de la subvention »

1.1.2.2.1. La croyance au droit du subventionnement

En contrepartie des obligations et des contraintes –notamment pour l'atteinte au droit de propriété et des sacrifices financiers, en particulier lors de restaurations-, les propriétaires privés de monuments historiques peuvent bénéficier d'avantages fiscaux (notamment en matière d'impôts sur le revenu) et de subventions. Il s'agit pour ce dernier point bien d'une possibilité, comme le stipule le décret d'application de 1924 : « Le classement d'un immeuble n'implique pas nécessairement la participation de l'Etat aux travaux de restauration, de réparation ou d'entretien. Lorsque l'Etat prend à sa charge une partie de ces travaux, l'importance de son concours est fixée en tenant compte de l'intérêt de l'édifice, de son état actuel, de la nature des travaux projetés et

¹³ Goze, in L'alchimie du patrimoine (Lamy) p468

enfin des sacrifices consentis par le propriétaire ou tous autres intéressés à la conservation du monument. »¹⁴. Or, cette possibilité, si souvent utilisée, sans nul doute pour « faire passer la pilule » des contraintes d'un classement, est maintenant considéré comme un droit acquis. La plupart des demandes de classement émane d'ailleurs de propriétaires privés¹⁵. Le rapport Gaillard fournit la preuve a contrario par l'expérience de la décentralisation en Corse où le quasi-alignement des aides entre les immeubles présentant un intérêt patrimonial a provoqué une immédiate désinflation des demandes de protection...¹⁶

1.1.2.2. La politique de la subvention permanente

JM Leniaud rappelle dans son ouvrage L'Utopie française, l'accroissement des moyens financiers de l'Etat. Depuis la fusion des budgets des édifices diocésains avec celui des monuments historiques, de nombreuses procédures sont venues alimenter le système, des lois-programmes du ministère Malraux, en passant par le 1% culturel, les 30 millions de francs de l'année du Patrimoine et, plus récemment, les lois-programmes de 1988 à 2003. Tout ceci a renforcé, pour les citoyens comme pour les collectivités locales que « non seulement l'Etat tenait les rênes, mais qu'il récompensait par des morceaux de sucre ». Les actions locales ont déperî, et surtout l'opinion publique a fini par considérer que ce qui touchait le patrimoine était entièrement sous la coupe et à la charge de l'Etat.

1.1.2.3. Le monopole intellectuel et technique

J.M.Leniaud rappelle dans l'article « l'Etat, les sociétés savantes et les associations de défense du patrimoine » que la tâche du premier Inspecteur des monuments historiques était certes d'éviter la destruction de monuments « d'un mérite incontestable », mais il s'agissait également de calmer tout zèle jugé excessif de conservation qui pourrait provenir des autorités locales et des antiquaires.¹⁷ Ainsi, l'Etat s'érige en juge souverain des initiatives à prendre. Une mise sous tutelle qui se confirme au cours du XIX^{ème} siècle. C'est pendant cette période que l'Etat s'est adjugé le monopole de la recherche et de la sauvegarde patrimoniale, suivant une ambition unitaire et centralisée. Il a écarté les initiatives locales, s'est méfié de leurs objectifs régionalistes, donc identitaires et à substitué aux amateurs les professionnels parisiens.

Ce système administratif centralisé et très complexe est encore à l'œuvre de nos jours.

L'administration comprend les services centraux du ministère de la culture, relayés en région et en département par des services déconcentrés placés sous l'autorité du préfet.

Le ministère de la culture et de la communication garantit les prérogatives de l'Etat, dans ses interventions de conseil, de contrôle et d'expertise. Il est le fédérateur de toutes les

¹⁴ Décret du 18 Mars 1924 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, Titre 1 « Des immeubles », article 11

¹⁵ source : service monuments historiques, DRAC Nord-Pas-de-Calais

¹⁶ Gaillard, page 158-160

¹⁷ J.M.Leniaud, "l'Etat, les sociétés savantes et les associations de défense du patrimoine », Les Entretiens du patrimoine : « patrimoine et passions identitaires », Fayard, 1998, p.143-144

orientations et initiatives en matière de conservation, restauration, défense du patrimoine ; il intervient au travers de ses différentes structures (tant services centraux et déconcentrés qu'établissements publics) dans la gestion des divers domaines du patrimoine ; il accompagne, par le biais de subventions ou d'incitations fiscales, l'action des collectivités territoriales (région, département commune), et des acteurs privés (association, fondation, propriétaires privés...).

Il est responsable du patrimoine bâti¹⁸, du patrimoine archéologique¹⁹, des ensembles urbains historiques et des espaces protégés²⁰ et des actions de la promotion de la qualité architecturale, de la recherche et de l'enseignement en architecture.

Au sein du ministère, c'est la Direction de l'Architecture et du Patrimoine (DAPA) qui a principalement la charge de la protection du patrimoine ; les directions des musées et des Archives de France intervenant dans des domaines propres, aujourd'hui associés à la notion de patrimoine.

Sur le terrain, les services spécialisés des DRAC et les Services départementaux de l'architecture et du patrimoine représentent l'Etat et agissent en son nom. A côté des conservateurs du patrimoine formés par l'Institut national du patrimoine, deux corps de fonctionnaires en charge de la conservation et de la restauration des monuments jouissent d'un statut conjuguant monopole et exercice libéral. Il s'agit des Architectes en chef des monuments historiques (ACMH) et des Architectes des bâtiments de France (ABF). Leur statut est régulièrement contesté.

1.1.2.3.1. La Direction de l'Architecture et du Patrimoine (DAPA) et ses services déconcentrés

Le décret du 12 avril 1978, qui cède la tutelle de l'architecture au Ministère de l'Equipeement, crée une direction du Patrimoine, composée essentiellement de trois grands secteurs : les monuments historiques, l'archéologie, l'Inventaire général. A partir de 1980, sont créées la mission du patrimoine ethnologique et celle du patrimoine photographique. Depuis le 1^{er} janvier 1996, le Ministère de la Culture a réintégré en son sein la direction de l'architecture.

La D.A.P.A. est chargée de définir et de conduire la mise en œuvre de la politique de l'Etat dans le domaine du patrimoine archéologique, architectural, mobilier, urbain, ethnologique et photographique. Le décret de 1998 précise les cinq missions de la D.A.P.A²¹ :

- favoriser la création architecturale et promouvoir la qualité architecturale dans les espaces bâtis ou aménagés,

¹⁸ décret n°2000-898 relatif aux attributions du ministère de la culture et de la communication

¹⁹ loi n°2001-44 relative à l'archéologie préventive

²⁰ décret n°95-770

²¹ décret n°98-840 du 21 septembre 1998

- recenser, étudier, protéger, conserver et faire connaître le patrimoine archéologique, architectural, urbain, ethnologique, photographique et les richesses artistiques de la France ;
- suivre l'activité des architectes et veiller à l'application de la législation ;
- observer les conditions d'exercice des métiers du patrimoine et veiller au maintien de leurs savoirs-faire,
- participer à l'organisation de l'enseignement, de la formation et de la recherche concernant l'architecture et le patrimoine.

En fusionnant la direction du patrimoine et celle de l'architecture, l'Etat marque sa volonté d'affirmer l'unicité de sa politique culturelle.

Les services d'administration centrale comprennent ainsi une inspection générale, deux missions et sept sous-directions (communication ; patrimoine ethnologique ; coordination des affaires générales ; métiers et promotion de l'architecture et du patrimoine ; études, documentation et Inventaire ; espaces protégés et qualité architecturale ; archéologie ; monuments historiques ; enseignements et recherche architecturale et urbaine).

Les actions définies par la D.A.P.A. sont mises en œuvre par les services déconcentrés qui interviennent à deux niveaux territoriaux : la région (D.R.A.C. : Direction Régionale des Affaires Culturelles) et le S.D.A.P. (Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine).

1.1.2.3.2. La DRAC

Les missions des DRAC relèvent de tous les secteurs d'activité du ministère de la culture. La question patrimoniale est plus particulièrement traitée dans les services Conservation régionale des Monuments historiques (CRMH), Service régional de l'Inventaire (SRI)²², service régional de l'archéologie, et selon les cas, un conseiller à l'ethnologie et/ou un conseiller à l'architecture.

Le Conservateur régional des Monuments historiques élabore les programmes techniques et financiers (restauration comme entretien selon la catégorie de l'élément patrimonial en question) et conduit les travaux de restauration sur les monuments historiques classés à la charge du ministère de la Culture ; il conduit la politique de protection (instruction des demandes de protection et assure à ce titre le secrétariat de la Commission régionale du Patrimoine et des Sites²³).

Placée auprès du Préfet de région, la CRPS est consultée pour l'inscription des monuments et l'opportunité de leur classement, le recours sur les avis des Architectes des Bâtiments de France (architecte des bâtiments de France) ou les créations de Zone de Protection du Patrimoine Urbain et Paysager (ZPPAUP).

On voit là un exemple d'imbrications de responsabilités, entre l'administration centrale (procédure, avis), l'Etat que celui-ci soit représenté par le préfet (qui signe l'arrêté d'inscription), le

²² à ne pas confondre avec la procédure d'inscription à l'Inventaire Supplémentaire (loi 1913)

²³ la C.R.P.S. se substitue à la Commission régionale du Patrimoine historique, archéologique et ethnologique (COREPHAE), décret n°99-78 du 5 février 1999.

ministère de la culture (qui signe l'arrêté de classement) ou le premier ministre (après avis du Conseil d'Etat, lors du refus d'un propriétaire en cas de classement).

D'autres administrations interviennent, parmi lesquelles la Direction Régionale de l'Environnement (DIREN). Parmi ses missions, elle a celle de veiller à la prise en compte sur l'ensemble du territoire régional de la qualité du paysage et de l'environnement dans les opérations de planification urbaine et d'aménagement.

1.1.2.3.3. Les S.D.A.P.

Les Services Départementaux de l'Architecture et du Patrimoine sont les services déconcentrés du ministère de la culture à l'échelon départemental. Placés sous l'autorité du Préfet, les Services départementaux de l'Architecture ont succédé aux Agences des Bâtiments de France²⁴. Ils interviennent principalement pour le compte de trois ministères (Culture, Equipement et Environnement) pour conseiller, contrôler et conserver. Ils jouent un rôle de premier plan pour le ministère de la Culture (auquel ils sont rattachés depuis 1996) en ce qui concerne la gestion des monuments historiques et de leurs abords, des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, des secteurs sauvegardés, ainsi que pour la promotion de la qualité architecturale et urbaine celui de la culture et de la communication. Ils délivrent des avis sur tous les projets qui ont pour effet des modifications dans les espaces protégés, bâtis ou naturels ; assurent la maîtrise d'œuvre des travaux d'entretien des édifices classés au titre des architectes des bâtiments de France. Ils interviennent également au nom du ministère de l'équipement pour les secteurs sauvegardés dont ce ministère partage la responsabilité au titre de ses compétences en matière d'urbanisme et pour celui en charge de l'environnement pour la gestion des sites protégés au titre de la loi de 1930. On comprend bien là toutes les difficultés qu'éprouve l'usager « à s'orienter dans ce qui est un véritable maquis administratif »²⁵.

Regroupant cinq à vingt personnes selon les départements, les agents des SDAP conjuguent trois compétences complémentaires : Architectes et Urbanistes de l'Etat (AUE) qui exercent pour la plupart les missions d'architecte des bâtiments de France ; les ingénieurs et techniciens assistent les AUE dans leurs différentes missions ; les personnels administratifs assurent le secrétariat et la gestion des services.

1.1.2.3.4. Les ACMH et les architectes des bâtiments de France

1.1.2.3.4.1. Les Architectes en Chef des Monuments Historiques (ACMH) :

Les ACMH bénéficie d'un statut particulier : ils sont à la fois des fonctionnaires et des architectes libéraux.

L'architecte en chef des monuments historiques participe, en tant que conseil, à l'exercice du pouvoir de contrôle de l'État (propositions, avis sur les protections des immeubles ; surveillance

²⁴ décret du 6 mars 1976

²⁵ Leniaud, 1992, p.99

des immeubles classés ou inscrits, avis préalable de projets de travaux et surveillance de la conformité de ceux-ci pour les immeubles classés).

Outre cette mission de conseil, l'ACMH bénéficie de certains avantages. Il a, dès lors que la gestion est subventionnée par le ministère de la culture, l'exclusivité de la maîtrise d'œuvre des travaux entrepris sur les immeubles classés, que ces immeubles appartiennent à l'État ou non, étant entendu que ce monopole trouve sa limite dans les compétences des architectes des bâtiments de France pour les travaux d'entretien.

Il est donc le maillon fort de la chaîne de l'action de l'État en matière de monuments historiques, car présent à tous les stades des opérations de restauration, il est le point de passage obligé et difficile à contourner pour tous les monuments classés.

L'Administration est libre de fixer à la fois le nombre d'ACMH et déterminer les monuments qui leur sont affectés. De fait, celle-ci définit la compétence de l'ACMH par référence à un ressort géographique ou à des monuments nommément désignés. Le monopole, dont bénéficie l'ACMH dans les circonscriptions qui lui sont attribuées, a aussi pour contrepartie des contraintes (obligation de service dès lors que les monuments présentent l'intérêt pour l'histoire ou les arts). Effectivement, mobilisable pour les grands monuments de son département, l'ACMH l'est aussi pour les plus modestes.

Fonctionnaires recrutés par un concours, les ACMH sont aussi des professionnels libéraux inscrits à l'ordre des architectes. Ils peuvent exercer leur activité à titre privé sous la seule réserve d'avoir besoin d'une autorisation pour exécuter des travaux dans le périmètre de visibilité des monuments dont ils ont la charge.

C'est ce statut particulier (et notamment le monopole exercé) qui est régulièrement mis en cause. Le plan patrimoine 2003 ne remet pas en cause l'obligation de faire appel à un architecte spécialiste en matière de monuments historiques dès lors qu'une subvention publique est accordée, « car elle constitue le garant, au niveau national, d'un traitement équivalent et de qualité des monuments. »²⁶ Ce plan offre la possibilité aux usagers de choisir entre 3 ACMH pour la conduite de travaux. D'autres discussions sont en cours concernant le monopole exercé sur la maîtrise d'œuvre des monuments protégés.

1.1.2.3.4.2. Les Architectes des Bâtiments de France (ABF)

Les architectes des Bâtiments de France constituent l'échelon de proximité du dispositif de protection du patrimoine monumental. Ils bénéficient eux aussi d'un statut complexe en ce sens qu'ils ne dépendent pas des CRMH mais du préfet. Ils exercent au sein des SDAP.

1.1.2.3.4.2.1. Des fonctions multiformes

A l'origine, les Architectes des Bâtiments de France étaient les auxiliaires des ACMH. Ils ont su conquérir une autonomie que beaucoup de fonctionnaires leur envie, autonomie telle qu'elle

²⁶ « Le plan national pour le patrimoine », communication de Jean-Jacques Aillagon, ministre de la culture et de la communication, conseil des ministres, mercredi 17 septembre 2003

a suscité, sur une initiative parlementaire, de nouvelles règles du jeu permettant de contester leurs décisions jusqu'alors sans appel.

Leur autonomie s'est notamment appuyée sur le développement de la notion de patrimoine, qui s'est étendue depuis le monument vers ses abords, vers la ville –les quartiers anciens–, puis vers une prise de conscience plus large de la qualité du paysage. On est passé d'une logique d'immeubles à une logique de zones.

Leurs missions sont donc patrimoniales (gestion du patrimoine monumental et rural notamment maîtrise d'œuvre pour l'entretien des Monuments Historiques, avis pour le petit patrimoine communal et dans les Zones de Protection du Patrimoine Architectural et Paysager la surveillance des secteurs sauvegardés, ainsi que la gestion des abords des monuments historiques, promotion de la qualité de l'architecture et de l'urbanisme) et concernent le développement de l'espace au sens large (paysage, milieu naturel, habitat, urbanisme, dont les documents d'urbanisme).

1.1.2.3.4.2.2. L'électron libre de l'administration du patrimoine

L'Architecte des Bâtiments de France a, pendant longtemps, « incarné » le système centralisé de la politique du patrimoine. Il était nécessaire d'obtenir un avis conforme pour effectuer des travaux dans la zone des abords des monuments historiques.

Des aménagements législatifs récents ont institué une voie de recours contre l'avis des ABF (la loi 97-78 du 5 février 1998 et l'article 112 de la loi du 27 février 2002)

D'autres reproches ont été faits à l'Architecte des Bâtiments de France : l'exercice solitaire et très personnalisé du pouvoir (y compris avec le reste de l'administration)

L'ABF reste en marge pour ne pas dire à la périphérie des services. Tandis que la nature interministérielle d'une partie de leurs tâches les rapproche d'autres ministères que celui de la culture, ils ont tendance à considérer qu'ils doivent des comptes beaucoup plus au préfet –qui les note– qu'à l'administration centrale de la direction du patrimoine, pour ne rien dire des conservations régionales dont ils ne relèvent que pour le financement de leurs opérations d'entretien et sans que cela s'accompagne d'aucune subordination fonctionnelle.

Conclusion partielle

La politique du patrimoine est une politique étatique, liée à l'histoire de la notion de Nation française et du système de centralisation. Il s'agissait en quelque sorte de partir à la recherche des pérennités et que la nation tout entière communie autour d'elles. La légitimité de la Nation repose sur ces objets dont elle se dit la gardienne, la dépositaire. L'Etat-Nation se pose en héritier en inventant son antériorité. Le délit de captation de la mémoire est d'autant plus grand que dans le même temps, on s'efforce de réduire et de nier les actions locales.

Un système centralisé est mis en place, système étatique pour mener à bien une politique nationale du patrimoine : « L'édifice a été désigné par l'Etat comme élément du patrimoine national ; l'architecte l'a également été comme le plus apte à restaurer l'édifice désigné par l'Etat. Pour imposer ce double axiome : la police par la subvention, la politique de la subvention permanente »²⁷.

L'ensemble du dispositif reste entièrement entre les mains de l'Etat, qui, paroxysme de l'arbitraire, se réserve la possibilité de ne pas prononcer le classement, même si l'intérêt au point de vue de l'histoire et de l'art l'exige.²⁸

La commission Bady « constate que la situation actuelle n'est pas satisfaisante : celle-ci est ainsi marquée par plusieurs dysfonctionnements, compte tenu de la surcharge de travail et de la complexité croissante des procédures administratives (et bien que les fonctionnaires de l'administration centrale et déconcentrée n'aient pas démérité), des difficultés et une réelle lourdeur dans la délégation et la consommation des crédits, une certaine démotivation des personnels ».

La politique nationale du patrimoine a longtemps été fondée sur une notion du patrimoine étroitement liée aux Beaux-Arts, au « culte des monuments ». Or, le champ du patrimoine s'étend.

²⁷ Leniaud, 1992, page 84

²⁸ Leniaud, op. cit.

1.2.Extension du champ de la notion de patrimoine

La notion de patrimoine s'est développée, « tout est devenu patrimoine », jusqu'au risque de saturation : M. Bruno Foucart, membre de la Commission supérieure des monuments historiques n'hésite pas à poser la question : « n'y a-t-il pas un risque de saturation ? l'extension du patrimoine...n'est -elle pas cancérigène ? Sous le poids du passé, sous le couvercle du musée, est-il encore une place pour la création, la vie, le présent ? ²⁹».

Le mot patrimoine est devenu un mot-clé, une sorte de sésame, pour la mise en place de politiques, que celle-ci concerne la culture, le tourisme, la protection de l'environnement, l'habitat ou dans un champ plus large, celui de l'aménagement du territoire. L'Etat n'est plus le seul opérateur en charge du patrimoine, d'autant qu'aujourd'hui, les interrogations ne se focalisent plus sur la nation mais sur la société, son fonctionnement, sa complexité et sa diversité.

1.2.1.Genèse de la notion

Le terme patrimoine connaît depuis quelques années une utilisation de plus en plus grande, et de plus en plus polysémique. Il s'agit donc dans un premier temps de revenir sur l'étymologie du terme et son évolution pour en saisir les attendus actuels.

Le terme latin « patrimonium », apparu au VI^{ème} siècle, désignait la transmission de biens familiaux entre ascendants et descendants. Il s'agit d'un « bien d'héritage qui descend suivant les lois, des pères et des mères aux enfants »³⁰, qui « explicite une relation particulière entre le groupe juridiquement défini et certains biens matériels tout à fait concrets » (Chastel, 1986).

Pour P.Nora et A.Chastel, la racine de la notion de patrimoine remonte au plus lointain des institutions religieuses et monarchiques, dans la pratique de la conservation des reliques, en tant que « perpétuité nécessaire d'objets sacrés essentiels à l'existence d'une communauté ». L'une des premières acceptions du terme est d'ailleurs patrimonum petri (patrimoine de St Pierre).

La notion moderne de patrimoine, au sens de l'héritage commun d'une société, sentiment d'appartenance à une communauté se cristallise au XVIII^{ème} siècle.

Les hommes du Siècle des Lumières ont les premiers pris conscience d'une accélération du temps liée au progrès qui nécessitait en contrepartie l'introduction de la notion de conservation de témoins des temps antérieurs, « du génie de chaque siècle » (Q. de Quincy, cité par Chastel, 1980).

²⁹ La Gazette des communes, 2001, n°29

³⁰ Dictionnaire de la langue française, Littré

Il faudra attendre la Révolution, ses réformes et ses excès (« vandalisme ») pour qu'une politique de conservation naisse afin de préserver des biens, confisqués à l'aristocratie et au clergé, devenus communs à l'ensemble des citoyens.

C'est la combinaison de cette notion moderne du temps et de la conscience de l'urgence, face à la disparition accélérée de certaines productions humaines, appartenant surtout aux disciplines de l'architecture, de la sculpture ou de la peinture, qui introduit la problématique de la conservation du patrimoine.

Aujourd'hui encore, c'est cette même combinaison qui, face à différentes formes de dégradation, préside à la nécessité de la conservation et à l'extension toujours plus longue, de la liste des biens patrimoniaux.

Actuellement, le terme recouvre « la totalité des biens hérités du passé, du plus lointain au plus proche » (Choay, Merlin³¹). C'est ainsi que la plupart des auteurs travaillant sur la notion de patrimoine s'accordent autour du constat de l'extension qui semble à l'infini du champ en question. Nora, cité par Gaillard³² dans son rapport, évoque ainsi la « dilution indéfinie » de la notion de patrimoine « jusqu'aux frontières du flou et de l'incertain ».

1.2.2. Du monument à la patrimonialisation du territoire

La notion de patrimoine a connu un changement d'échelle, accompagnée en cela par la législation.

Si la loi de 1913 consacre le monument historique, celle de 1930 promeut à la fois une conception du patrimoine plus naturel et s'étend au-delà du simple édifice bâti. Le 2 mai, la loi fixe en effet la protection des monuments naturels et des sites, dont la conservation présente, du point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque un intérêt général. Elle est donc le pendant de la loi de 1913 en ce qui concerne les monuments naturels. On retrouve les trois niveaux de protection : classement, inscription, instance de classement.

L'élargissement « spatial » s'étend donc aux sites, puis en 1962 aux quartiers urbains avec les secteurs sauvegardés, et en 1983 avec les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, auquel, en 1992, on ajoute le P de Paysager. Cette adjonction marque véritablement la patrimonialisation de l'espace.

Cette extension de la notion de patrimoine à celle d'espace était déjà contenue en 1967 avec la création des Parcs Naturels Régionaux, ainsi que la montre D. Chiappero dans sa thèse. Le patrimoine s'entend dès lors dans un sens global : bâti, naturel, ethnologique, industriel, culturel... Il est une ressource pour la société locale, qui alimente les imaginaires et est réinvesti dans l'économie locale. Dans un Parc Naturel Régional, on assiste à une patrimonialisation globale d'une zone rurale, investie par de nouveaux usages (habitat, tourisme, développement

³¹ D'après Dictionnaire d'urbanisme et d'aménagement, P.Merlin et F.Choay, p.556-558

³² « 51 mesures pour le patrimoine monumental », rapport d'information 378 (2001-2002) commission des finances, dirigé par Y.Gaillard, page 172

local, valorisation) et par une nouvelle structure territoriale. C'est le territoire qui devient lui-même patrimoine³³.

1.2.3. Les patrimoines

A la fin des années 1970, sous le ministère Lecat, naît l'idée de protéger une série de bâtiments selon des axes thématiques, à partir des fonctions particulières peu représentés dans la liste des monuments historiques, dans l'espoir de mettre au point une méthodologie d'inventaire et de sélection rationnelle, basée sur la typologie.³⁴

C'est ainsi que la notion de patrimoine culturel s'enrichit à tel point que désormais le mot patrimoine se voit affublé d'un qualificatif. On parle ainsi de patrimoine naturel (jardins et parcs historiques, sites naturels, paysages culturels, parcs naturels nationaux, parcs naturels régionaux, réserves naturelles, opérations grands sites) ; de patrimoine archéologique (sites mégalithiques, romains, grecs, patrimoine subaquatique...) ; de patrimoine industriel, scientifique et technique (bâtiments et sites industriels, anciennes mines, écomusées) ; de patrimoine maritime et fluvial (navires à voile, phares, ensembles portuaires, fortifications, écluses, berges, ponts anciens).

Le rapport Chiva³⁵ sur le patrimoine rural illustre bien cette évolution avec l'histoire de la direction du Patrimoine au ministère de la Culture. En 1959, l'administration des Monuments historiques, placée sous la tutelle de l'Instruction publique devenue Education nationale, passe au nouveau ministère des Affaires culturelles, au sein de la direction générale de l'Architecture. En 1978, on crée la direction du Patrimoine à la suite de l'éclatement de la division de l'Architecture : les Monuments historiques resteront sous la tutelle du ministère de la Culture, alors que la Protection des sites, des abords et des secteurs sauvegardés est confiée au ministre de l'Environnement et du Cadre de vie et plus tard au ministère de l'Equipeement. La nouvelle section comprend également l'archéologie, le service de l'Inventaire, la mission du Patrimoine photographique et, en 1980, la mission du Patrimoine ethnologique née de la volonté d'étudier les "modes spécifiques d'existence matérielle et d'organisation sociale des groupes qui composent (un pays), leurs savoirs, leurs représentations du monde, afin de comprendre l'évolution de la société". On retrouve ici le thème de l'urgence qui imprègne toutes les politiques de protection du patrimoine et la volonté de transmettre aux générations du futur un ensemble de biens culturels complet et organisé. Dans le même sens, suite à l'intérêt de la société française dans les années 1970 (et dans un contexte de crise économique et de fermetures de sites industriels), une cellule de patrimoine industriel est créée en 1983 au sein de la DAPA.

Le contexte international, et au premier plan les actions de l'UNESCO, favorise cette expansion de la notion de patrimoine. Ainsi, l'organisation après avoir promu le label « patrimoine

³³D. Chiappero, *Patrimoine ligérien et développement urbain, définitions et nouvelles pratiques d'aménagement*, thèse de doctorat d'aménagement et d'urbanisme, pages 102-103

³⁴ D. Chiappero, p.82.

³⁵ Isaac Chiva, rapporteur du rapport présenté à M. Jacques Toubon, « Une politique pour la patrimoine culturel rural », avril 1994

mondial de l'humanité »³⁶ qui portait sur des sites matériels majeurs a étendu son action aux « paysages culturels évolutifs » et au patrimoine intangible. Ce dernier est défini comme « l'ensemble des manifestations culturelles, traditionnelles et populaires, à savoir les créations collectives, émanant d'une communauté, fondées sur la tradition. Elles sont transmises oralement ou à travers les gestes et sont modifiées à travers le temps par un processus de re-création collective. En font partie les traditions orales, les coutumes, les langues, la musique, la danse, les rituels, les festivités, la médecine et la pharmacopée traditionnelles, les arts de la table, les savoir-faire dans tous les domaines matériels des cultures tels que l'outil et l'habitat ». On prend en compte toutes les valeurs de la vie communautaire : « la philosophie, les valeurs, le code éthique et le mode de pensée véhiculés par les traditions orales, les langues et les différentes manifestations culturelles »³⁷. Cette nouvelle définition étend presque à l'infini la notion de patrimoine, dans la mesure où ce sont les modes d'exister pris dans leur évolutivité qui sont concernés. L'UNESCO reconnaît « qu'il n'est pas aisé [d'en] délimiter les frontières »...

Conclusion partielle

Face à l'évolution de la notion de patrimoine, l'Etat n'est plus le référent en matière de protection. La conception « monumentale » qui préside ses actions est obsolète. Le système d'experts n'est pas formé à la prise en charge d'un patrimoine aux formes de plus en plus éclatées, s'interrogeant sur la prise en charge d'objets à l'opposé du mythe : le quotidien.

Le patrimoine est un objet de plus en plus complexe : jusqu'à présent, seuls les experts en parlaient, mais il faut dorénavant négocier avec les nouveaux acteurs, reconnus officiellement compétents.

³⁶ Convention pour la protection du patrimoine mondial et culturel élaborée par l'UNESCO (1972).

³⁷ définition du patrimoine intangible, UNESCO

1.3. Les nouveaux médiateurs

Jusqu'à présent, l'Etat était pratiquement l'opérateur unique de la « patrimonialisation ». L'arrivée de nouveaux opérateurs, « médiateurs » pour reprendre les termes de Leniaud, change la donne du système étatique.

1.3.1. Les associations

Le patrimoine est certainement l'un des secteurs culturels qui compte les plus anciennes associations : la Sauvegarde de l'art français après la Première Guerre Mondiale (conservation des églises rurales dont l'architecture est intéressante), La Demeure Historique en 1923, Les vieilles Maisons françaises, la Ligue urbaine et rurale, Fédération Nationale des Associations de Sauvegarde des Sites et des Ensembles Monumentaux, Maisons Paysannes de France... sont les associations nationales les plus connues. Ces associations ont des missions différentes, selon le choix de l'objet patrimonial bien sûr, mais aussi en terme de communication (revues scientifiques et conseils juridiques pour Les vieilles Maisons françaises, Demeure Historique, distribution de prix pour la Ligue urbaine et rurale, aides financières à la restauration ou l'animation, quand cette dernière n'est pas assurée par les membres).

Aux côtés de ces grandes associations d'envergure nationale, de nombreuses associations locales se sont créées. Si les premières jouent plutôt un rôle de lobbying face aux pouvoirs publics, défendant des intérêts généraux, comme la fiscalité des propriétaires, les aides aux travaux, et siégeant lors de commissions ; les associations locales « luttent pied à pied pour la sauvegarde du patrimoine au niveau local »³⁸.

Ces « petites associations » ont fait l'objet d'une étude commandée par le Département des Etudes et de la Prospective (DEP) et réalisée par le CERAT³⁹. Elles prennent en quelques sorte le relais des sociétés savantes du XIX^{ème} siècle⁴⁰, notamment en raison de leur « pratique amateur ». Il apparaît que « cette activité associative foisonnante » s'attache à des objets qualifiés de « nouveaux patrimoines ». Il s'agit d'objets, de vestiges, qui jusqu'à une date récente étaient négligés et n'étaient pas protégés. Pour ces associations, ce qui « fait cause patrimoniale » vient du rassemblement d'individus qui s'attachent à ce patrimoine et, par là, l'érigent en foyer de leur sociabilité. Ils se donnent alors pour mission de le connaître, de le sauvegarder, de le valoriser, d'en faire une action collective en marge, le plus souvent des procédures institutionnelles en vigueur⁴¹.

Au cours de l'étude, quatre pôles ont été définis pour établir une typologie des associations en fonction de leurs activités dominantes :

- on trouve en premier lieu des associations tournées vers l'étude, la recherche ;

³⁸ Leniaud, pages 103-106

³⁹ Les associations du patrimoine, CERAT/DEP, revue « développement culturel », n°136, septembre 2001

⁴⁰ voir à ce propos l'article de JM Leniaud, « L'Etat, les sociétés savantes et les associations de défense du patrimoine : l'exception française », revue administrative, n°295, avril 1997.

⁴¹ Les associations du patrimoine, CERAT/DEP, revue « développement culturel », n°136, septembre 2001, introduction

- un deuxième pôle rassemble des associations tournées vers la *défense* d'un patrimoine, défense qui peut s'effectuer auprès de leur municipalité ou contre un architecte. Elles peuvent aller jusqu'à des actions en justice ;
- le troisième pôle est celui de la *restauration* lorsque l'association restaure matériellement un patrimoine en y engageant physiquement ses membres ou en sollicitant des interventions municipales ou administratives ;
- enfin, le quatrième pôle, celui de l'*animation*, a deux dimensions distinctes : le musée ou l'exposition d'une part et l'animation urbaine d'autre part. Les associations proches de ce pôle gèrent bénévolement un musée ou une maison du patrimoine, ou bien organisent des expositions.

On y retrouve les grands thèmes de la politique du patrimoine, appliqués à un niveau local, et pour la grande majorité de ces associations, portant sur un objet local.

1.3.2. La Fondation du Patrimoine

Créée par la loi du 2 juillet 1996, la Fondation du Patrimoine est un organisme privé indépendant à but non lucratif. Elle vise à promouvoir la sauvegarde, la connaissance et la mise en valeur du " patrimoine de proximité ", qui est un patrimoine non protégé par l'Etat. Assumant une mission d'intérêt général en partenariat avec les collectivités locales, les associations, les entreprises, elle a été reconnue d'utilité publique par décret le 18 avril 1997. Elle a la capacité de pouvoir venir en aide aussi bien aux associations, aux propriétaires privés qu'aux collectivités locales par le biais de la fiscalité (label fiscal, subventions). Le mode d'action est le partenariat entre le propriétaire (public ou privé), les pouvoirs publics et les entreprises.

Par le mode choisi, le système de la fondation, on peut y voir un renouvellement de l'action de l'Etat, s'attachant à mener une action sur un nouvel objet (qui relève plus de la société que du mythe national), avec un partenariat local (reconnaissance de la légitimité). On note aussi une certaine permanence dans le mode d'action choisi (la défiscalisation).

1.3.3. Le secteur privé

Dès lors que le patrimoine peut être –et est – considéré comme une ressource économique et une source d'enrichissement, le secteur privé est devenu un acteur important. JM Leniaud distingue trois types d'acteurs privés :

- Les sociétés privées et les SEM qui ont investi le champ de la restauration, de la réhabilitation, en bref celui de la promotion immobilière ;
- Les opérateurs du marché de l'art ;
- Les « ingénieurs culturels », c'est-à-dire des cabinets d'étude en charge des études historiques, des études de faisabilité ou encore d'arguments d'exposition.

Il faut ajouter à cette typologie les 576 entreprises artisanales qualifiées en restauration du patrimoine ancien, qui participent aux travaux, et qui face aux difficultés auxquelles elles sont confrontées, mettent au point des techniques très pointues de restauration.

1.3.4. Les collectivités locales et les élus

En tant que principal propriétaire public du patrimoine protégé, les collectivités locales sont des acteurs patrimoniaux -devenus- incontournables. Les communes sont propriétaires de 44% des immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques et de 55,5 % des immeubles classés, les départements de 1,5 % de l'ensemble des monuments historiques protégés ; les régions, dans l'attente de lois de décentralisation, n'en possèdent pas.

L'action des collectivités relève surtout de l'ordre de l'aide financière : les départements abondent les financements communaux, en particulier pour la restauration des édifices publics, protégés ou non et les régions consacrent au total une dotation d'environ 30 millions d'euros par an au patrimoine immobilier. Ces financements viennent en appui des interventions de l'Etat et des autres collectivités territoriales.

Le rôle des communes est un peu plus étoffé. L'Acte I de la Décentralisation a permis aux maires d'avoir la responsabilité de l'urbanisme local. En 1983, quand les Z.P.P.A.U. sont mises en place, il s'agit en particulier d'assouplir les contraintes liées aux abords des monuments historiques et de permettre aux maires de véritablement être impliqué dans une politique patrimoniale (concertation tout au long du projet et sur les documents finaux). Ce dernier point est également valable pour les l'élaboration conjointe des Plans de Sauvegarde et de Mise en valeur des Secteurs Sauvegardés.

Au-delà des opérations sur le patrimoine qu'elles possèdent ou de financements complémentaires, les communes initient et soutiennent des actions privées comme les opérations d'amélioration de l'habitat (OPAH), menées avec l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH), des campagnes de ravalement de façades.

Elles assurent la promotion et l'animation du patrimoine communal ou intercommunal au travers notamment des conventions des "villes et pays d'art et d'histoire", de labels locaux comme celui des "petites cités de caractère" en Bretagne. Les villes les plus importantes se sont en général dotées d'un service affecté au patrimoine tant monumental qu'urbain, archéologique, et parfois ethnologique.

Au-delà de leurs compétences, les élus, d'après Leniaud⁴², poussés par l'opinion publique ont pris goût au patrimoine ou en tout cas, ont saisi tous les intérêts, notamment en terme de cadre de vie, qu'ils auraient à le prendre en compte. C'est pourquoi ils ont investi le champ des édifices inscrits (sans doute moins verrouillé que celui des classements) et du patrimoine non protégé. Ce sont également les partenaires pour des opérations ponctuelles bénéficiant de financements croisés. Dans certains domaines, et selon les financements à disposition, certaines collectivités disposent de services patrimoniaux compétents⁴³ ; l'Acte II de la Décentralisation devrait renforcer ce mouvement.

⁴²Leniaud, op.cit., page 109

⁴³ c'est le cas du département de l'Isère, département-test du protocole de décentralisation du patrimoine en raisons de ses actions déjà menées.

Les collectivités interviennent elles aussi dans le champ du patrimoine, en dépit souvent encore de la faiblesse de leurs moyens financiers.

D'ailleurs, le rapport Bady souligne « les attentes des collectivités territoriales », en matière de développement local, d'amélioration du cadre de vie (urbanisme et tourisme). A cela s'ajoutent la volonté d'« une meilleure connaissance et sauvegarde des richesses patrimoniales des territoires pour en renforcer l'identité dans un but culturel, économique et social : le territoire devient de plus en plus patrimoine commun » ; et la nécessité que « les décisions soient prises au plus près des citoyens, ce qui induit un rôle accru des collectivités territoriales ».

Conclusion partielle

L'élargissement de la notion de patrimoine a permis la multiplication de nouveaux acteurs. Associations, secteur privé, collectivités s'affirment dans un domaine où l'action de l'Etat est quasi inexistante. La brèche a elle-même été ouverte par l'Etat.

Au plus près des citoyens, ces nouveaux médiateurs sont ceux qui sont les plus légitimes pour prendre en charge des objets dont la nomination « patrimoine » résulte de plus en plus d'un processus social.

Conclusion de la partie

La protection du patrimoine monumental repose à la base, sur le propriétaire des monuments, privé et public. Mais, s'agissant d'un bien public, il revient à l'État de s'assurer que l'intérêt public qui s'attache à la conservation de certains biens, du point de vue de l'Histoire où de l'art, est bien pris en compte par leurs propriétaires. On est là dans la problématique la notion de cohésion nationale. En matière de patrimoine, on touche là à l'essence même d'une nation, à sa cohésion et à sa cohérence. C'est la raison pour laquelle l'Etat français se refuse pour le moment à toute délégation en matière de protection, droit régalien par excellence. Or, la commission Bady met en évidence les défaillances de l'Etat en rappelant [qu'elle est] dans sa grande majorité, pessimiste quant à la possibilité de l'Etat à se réformer rapidement et durablement [...].

Le rôle de l'État central est d'abord celui d'un régulateur, auquel il incombe de parvenir à la fixation de lignes directrices cohérentes avec les contraintes, notamment budgétaires et politiques, résultant des sacrifices susceptibles d'être supportés par les citoyens ; il est aussi de définir des règles, ainsi que se donner les moyens d'intervenir pour en surveiller l'application.

On peut s'interroger sur la pérennité d'une telle politique : le cadre législatif et réglementaire peut-il rester inchangé dans un contexte de patrimonialisation généralisée de l'environnement (au sens le plus large du terme)? On est en effet passé de la commémoration du pouvoir dans la fabrication du patrimoine à la commémoration des citoyens sans pouvoir, autour de qui se construit la ville.

Dès lors, les acteurs de terrain que sont les collectivités territoriales sont d'autant plus légitimes pour mener une action en faveur du patrimoine qu'elles tirent leur légitimité de cette proximité avec les citoyens.

II) Politiques locales du patrimoine et patrimoine de proximité

2.1 Les collectivités locales et le patrimoine : introduction

La politique du patrimoine a longtemps privilégié – jusque dans les années 1970 – les critères de l'histoire de l'art au détriment des critères historiques et sociologiques ; le patrimoine a été vu en tant que chef-d'œuvre et non en tant que vécu par une population. Elle a négligé, sauf exception, les productions locales, ne les estimant pas susceptibles d'entrer dans le patrimoine national.

En France, la notion de patrimoine, ou au moins celle de Monuments Historiques, a été fortement liée à l'action de l'Etat, même si elle a été soutenue, sous la Troisième République en particulier, par des sociétés savantes, locales ou nationales, et ce que l'on n'appelait pas encore les collectivités locales.

La politique en matière de patrimoine est du point de vue des compétences une politique étatique. L'Etat joue un rôle prédominant en matière d'inventaire du patrimoine culturel. Il joue un rôle exclusif en matière de protection car il décide des mesures de classement et d'inscription, et, donc, de création des abords des monuments historiques. Il autorise les travaux sur les monuments protégés, assure la maîtrise d'ouvrage sur les édifices classés qu'il finance et organise et surveille la maîtrise d'œuvre des travaux d'entretien et de restauration. Il décide de la création des espaces protégés qu'il s'agisse des secteurs sauvegardés ou des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP). Il est propriétaire de plus de 400 monuments parmi lesquels les plus emblématiques pour la collectivité nationale.

Les actions touchant le patrimoine étaient donc fortement liées à l'action de l'Etat, mais celui-ci est conduit, face aux attentes de la société, aux contraintes budgétaires, et à l'évolution vers une gestion de plus grande proximité liée à la décentralisation, à diversifier ses modalités d'intervention, en confiant notamment aux collectivités territoriales certaines tâches.

Ce mouvement est d'autant mieux perçu que « l'initiative locale se multiplie. L'Etat en vient à se retourner vers les collectivités territoriales comme des lieux d'invention, d'expérimentation [...]»⁴⁴. On peut ainsi parler d'un renouveau de l'action des collectivités en matière de culture (et d'attention portée au patrimoine en particulier), voire de la mise en œuvre de véritables politiques culturelles locales. Dans le contexte de l'Acte II de la Décentralisation (où la culture n'est plus « le grand oublié »), le transfert (de l'Etat vers les collectivités) de responsabilité en termes de choix de l'objet patrimonial et de l'action à mener pour en assurer sa valorisation donnent aux collectivités une certaine légitimité pour définir et conduire des politiques spécifiques. Le rapport Gaillard note à ce propos qu'« indépendamment de toute réforme d'ensemble des collectivités territoriales, il faut reconnaître que les régions, les départements voire certaines structures communales, ont su faire preuve de leurs capacités à faire aboutir des projets complexes, dont on croyait, il y a peu, que seul l'État et ses fonctionnaires d'élite pouvaient les mener à bien »⁴⁵.

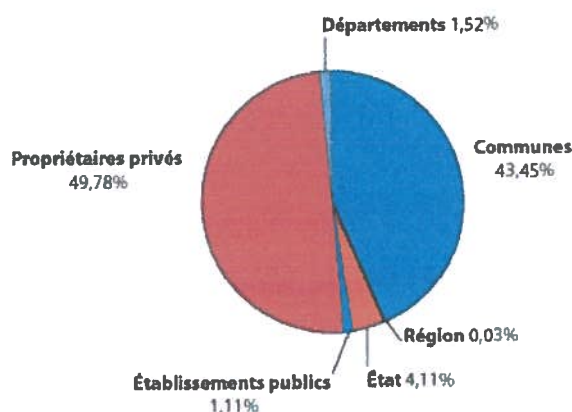
⁴⁴ A.Girard, président du Comité d'histoire au ministère de la Culture, 1998

⁴⁵Rapport Gaillard, p30-31

2.1.1. Responsabilités des collectivités en faveur du patrimoine⁴⁶

En France, les collectivités territoriales sont des acteurs majeurs de la politique du patrimoine et de l'architecture, en particulier parce qu'elles possèdent une grande part des édifices protégés :

Répartition des propriétaires des édifices protégés (source : La Documentation Française)



2.1.1.1 Les communes

Nous rappellerons ici les grandes caractéristiques déjà évoquées pages 25-26.

Propriétaires de 44% des immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques et de 55,5 % des immeubles classés, les communes (36.000 en France) ont la responsabilité de l'entretien, de la réparation, de la restauration et de la mise en valeur de ce patrimoine immobilier considérable. Les seules communes de plus de 10.000 habitants y consacrent environ 145 millions d'Euros par an. Quant au mobilier (hors musées) des édifices publics communaux, religieux et hospitaliers notamment, il est en grande partie protégé au titre des monuments historiques et son entretien repose essentiellement sur les finances communales.

Investies de la responsabilité de l'urbanisme local, le Plan Local d'Urbanisme offre les possibilités de prendre en compte les objectifs de qualité architecturale des interventions et de protection du patrimoine architectural, urbain, paysager et archéologique. Il permet les prescriptions de protection applicables à certains immeubles déterminés (mais n'offre pas les possibilités concernant les intérieurs d'immeubles offertes par la protection au titre des monuments historiques ou même dans une certaine mesure par celle des secteurs sauvegardés). C'est le maire qui délivre au nom de la commune les autorisations d'urbanisme (y compris les permis de construire sur les monuments historiques inscrits à l'inventaire supplémentaire).⁴⁷

On rappelle également que l'élaboration par l'Etat des plans de sauvegarde et de mise en valeur des secteurs sauvegardés, (documents d'urbanisme à part entière) se fait en étroite

⁴⁶ source : European Heritage Network

⁴⁷ cf. Article 1er de la loi sur l'architecture, dispositions d'ordre public de l'article R.111-21 du code de l'urbanisme, et conformément aux dispositions de la loi du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive.

concertation avec la commune. Le plan une fois opposable, le droit commun du transfert de compétences pour la délivrance des autorisations d'urbanisme s'applique. La commune et l'Etat ont une compétence conjointe pour l'institution des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.

Les communes mènent également des actions publiques de réhabilitation et de restauration du patrimoine telles que les périmètres de restauration immobilière. Elles initient et soutiennent des actions privées comme les opérations d'amélioration de l'habitat (OPAH), menées avec l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH), des campagnes de ravalement de façades. Elles assurent la promotion et l'animation du patrimoine communal ou intercommunal au travers notamment des conventions des "villes et pays d'art et d'histoire", de labels locaux comme celui des "petites cités de caractère". Les villes les plus importantes sont en général dotées d'un service affecté au patrimoine.

2.1.1.2. Les structures intercommunales

Aujourd'hui se créent des structures intercommunales liées à la prise de conscience d'un patrimoine architectural et paysager commun, et sur la volonté de fonder une stratégie de développement local et d'aménagement du territoire sur la valeur identitaire de ce patrimoine et sur ses potentialités économiques. On peut citer les "pays", les "pôles d'économie du patrimoine" et surtout les parcs naturels régionaux dont certains englobent des dizaines de communes (40 parcs aujourd'hui, soit plus de 12 % du territoire national et environ 2,8 millions d'habitants). A titre d'exemple, le parc "Loire-Anjou-Touraine", créé par décret du Premier Ministre du 30 mai 1996, d'une superficie de 235.000 hectares et peuplé par 175.000 habitants, regroupe 136 communes appartenant à deux départements de deux régions différentes, et fédère 8 "pays".

La loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain aménage et renforce l'intercommunalité. Désormais, les communautés d'agglomération et de communes peuvent prendre les compétences d'urbanisme, et donc en particulier devenir des partenaires responsables dans le cadre de l'élaboration des plans de sauvegarde et mise en valeur en secteur sauvegardé.

2.1.1.3. Les départements

Les départements sont propriétaires d'un parc immobilier plus réduit que les communes : 1,5 % de l'ensemble des monuments historiques protégés. En revanche, les départements abondent les financements communaux, en particulier pour la restauration des édifices publics, protégés ou non. Près de 15 % de leur budget est affecté au patrimoine immobilier (en 1996 pour l'ensemble des départements : 5, 15 milliards de francs, soit 784 millions d'Euros).

Certains départements sont dotés d'une structure administrative chargée du patrimoine, de taille et de compétences très variables. Le département de l'Isère est celui qui a dégagé les moyens les plus importants pour son service du patrimoine⁴⁸. Au total, le budget "patrimonial" (y compris les musées) des départements est très variable, selon une étude de mai 2002 : sur 49

⁴⁸ Nous y reviendrons lors de la présentation du protocole de décentralisation culturelle en Isère

départements ayant répondu, 10 accordent moins de 5 MF, 25 entre 5 et 20 MF, 8 entre 20 et 50 MF ; 5 seulement dépassent les 50 MF.

Par ailleurs, la plupart des conseils généraux ont mis en œuvre les dispositions de la loi sur l'architecture du 7 janvier 1977 qui prévoit la mise en place, dans chaque département, d'un conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE). Leur but : le conseil aux particuliers et aux communes en vue de " promouvoir la qualité de l'architecture et de l'environnement ", mais aussi faire connaître le patrimoine et dispenser des conseils pour la préservation et la mise en valeur de ce patrimoine.

2.1.1.4. Les régions

Les régions consacrent au total une dotation d'environ 30 millions d'Euros par an au patrimoine immobilier. Ces financements viennent en appui des interventions de l'Etat et des autres collectivités territoriales. Les régions sont actuellement à la recherche de leurs domaines de compétence propre. Dans le domaine du patrimoine, cette volonté s'est exprimée dans la candidature de plusieurs d'entre elles dans le cadre des démarches expérimentales liées à la décentralisation.

L'extension considérable de la notion de patrimoine à des domaines touchant de plus en plus près au cadre de vie quotidien, à ce qu'on appelle aujourd'hui le " patrimoine de proximité ", implique une diversification des responsabilités à l'égard de celui-ci. Les collectivités s'engagent vers de nouveaux modes d'exercice des compétences en matière de patrimoine et de qualité architecturale.

2.1.2. Intérêt des collectivités pour le patrimoine

Gasnier⁴⁹, parle d'une « remontée massive des mémoires locales ». Les interrogations ne se focalisent plus sur la nation mais sur la société, son fonctionnement, sa complexité et sa diversité.

Il ne s'agit pas seulement d'un phénomène de folklorisation du territoire mais bien de l'utilisation de la ressource patrimoine dans une politique publique locale. Par le biais du patrimoine en effet, il s'agirait, dans un contexte économique de mondialisation (et de là on suppose une perte de lisibilité) de s'appuyer sur des éléments considérés comme identitaires pour une montée en visibilité de la localité. Nous reprenons ici l'hypothèse juste énoncée par Y. Lamy dans L'alchimie du patrimoine. L'objet patrimonial est ainsi considéré comme opérateur d'une fonction sociale identitaire. Le patrimoine, en particulier monumental, est la preuve matérielle de l'enracinement de la cité dans l'histoire. De là, ce qui adviendra, ce qui est projeté prend naissance avec ce passé représenté, recréé. De fait, c'est toujours le même mouvement identitaire qui est à l'œuvre, que ce soit l'Etat ou les collectivités qui en soient les initiateurs.

⁴⁹ Thierry Gasnier, article « le local », Les lieux de mémoire, tome « Les Francs », collection Traditions, Paris, 1986, Gallimard

A ce mouvement s'ajoute la polysémie du terme patrimoine. Celui-ci n'est plus que très rarement employé seul, il est le plus souvent qualifié (immatériel, ethnologique...). En changeant de registre, on est passé d'une conception du patrimoine, somme de témoignages du passé, beaux, exceptionnels et irremplaçables, à celle d'une collection d'artefacts quotidiens, représentatifs de genres de vie qui ont disparu ou qui disparaissent. La collection s'alourdit avec le temps qui passe et les modes !

La transmission serait d'autant plus aisée que le rapport Bady souligne à la fois « les attentes des collectivités territoriales », en matière de développement local, d'amélioration du cadre de vie (urbanisme et tourisme) et « une meilleure connaissance et sauvegarde des richesses patrimoniales des territoires pour en renforcer l'identité dans un but culturel, économique et social : le territoire devient de plus en plus patrimoine commun » ; et la nécessité que « les décisions soient prises au plus près des citoyens, ce qui induit un rôle accru des collectivités territoriales ».

2.1.3. « Tout est déjà fait »

L'intérêt des collectivités pour la question patrimoniale, ne serait-ce que parce qu'elle participe au processus de territorialisation et au sentiment d'appartenance à une communauté, a été analysé, en particulier par le rapport Gaillard⁵⁰ qui souligne que les collectivités sont soucieuses d'animation sociale et touristique.

Certes, on relève une certaine attente des collectivités territoriales, mais que leur reste-t-il dans le champ patrimonial ? Si la patrimonialisation commence par la nomination, c'est dans la très grande majorité des cas l'Etat qui le fait (Classement, inscription à l'Inventaire). D'ailleurs, J.M.Leniaud souligne que « les édifices importants ont presque tous été *déjà* classés »⁵¹. De même, l'Etat reste à l'origine des procédures de préservation du patrimoine urbain (Secteurs Sauvegardés, Z.P.P.A.U.P. ...), patrimoine de proximité par excellence (cf. Choay, 1992).

Dans le même temps, le rapport Gaillard rappelle que l'intérêt des collectivités « est contredit par leur peu d'enthousiasme à assumer des responsabilités opérationnelles en matière de restauration ».

2.1.4. intérêt pour le patrimoine local

Certains historiens d'art, comme Jean-Michel Leniaud, reconnaissent qu'il ne reste guère à protéger de monuments historiques d'un niveau véritablement national. Le champ laissé (et réservé) aux collectivités serait donc de l'ordre du patrimoine local (par différenciation avec un ordre qui tiendrait du national, voire de l'humanité).

⁵⁰ rapport Gaillard, op.cit.

⁵¹ Leniaud, 1992

Les collectivités mettent en place des politiques patrimoniales, fondées en particulier sur le principe de la proximité (sociale, de l'objet en question, ...). Le rapport Gaillard fait d'ailleurs du patrimoine de proximité le jardin réservé des collectivités en titrant un paragraphe : « Le patrimoine « non protégé », compétence naturelle des collectivités locales ». Il ajoute que : « La responsabilité particulière des collectivités territoriales en la matière est évidente ».

Avec l'élargissement du champ du patrimoine, le patrimoine est devenu un véritable espace de consommation culturelle. Ce n'est pas tant le patrimoine lui-même qui a un intérêt, ce sont les effets attendus, en terme de bien-être, de cadre de vie, ... qui importent. L'intérêt de mettre en place une politique patrimoniale réside sans doute dans le fait qu'il s'agit de mettre en place une politique transversale, touchant de nombreux domaines (logement, circulation, cadre de vie, animation culturelle, éducation...).

2.2 La notion de patrimoine local

L'Etat, face à ses propres défaillances et pour satisfaire les nouveaux opérateurs du patrimoine « qui souhaitent la protection de nouveaux types de patrimoine sans faire intervenir [les] contraintes régaliennes que l'Etat répugne tant à imposer »⁵² a mené une réflexion portant sur deux pistes : l'une allant dans le sens de la création d'un troisième type de protection, l'autre partant à la recherche d'un nouveau type de pratique et de concepts patrimoniaux, « les lieux de mémoire ».

2.2.1. Le patrimoine de « troisième type »

A l'occasion du vote de la loi sur la protection du patrimoine monumental fin 1987, le maire d'Angers, Jean Monnier, se voit commandé par M. Léotard, ministre de la Culture, un rapport sur la pertinence d'un label de troisième catégorie. Le fait que ce rapport ait été confié à un élu municipal d'une ville moyenne semblait indiquer que la troisième catégorie devait relever du niveau municipal et non départemental. Le choix de Monnier étant par là même d'autant moins innocent qu'à l'époque la ville d'Angers était en conflit avec le département du Maine-et-Loire à propos du château.

A notre connaissance, seul un rapport partiel a été présenté. Il y est expliqué que face à la complexité du système actuel, l'ajout d'une nouvelle catégorie ne serait pas pertinent. Les solutions proposées évoquent plutôt le renforcement de la loi de 1913 et une réforme de l'Inventaire Supplémentaire, confié aux régions, et éventuellement aux communes les plus importantes. Il met également en exergue le problème entre protection (loi de 1913, Etat) et aménagement (documents d'urbanisme, maire) : dès lors que les autorités sont différentes, qui arbitre en cas de conflit ?

Cette réflexion sur une labellisation, sans doute avec moins de contraintes –et de responsabilités – qu'une loi n'a pas abouti. Dans le même temps s'ouvrait une réflexion sur les lieux de mémoire.

2.2.2. Les lieux de mémoire

Il convient tout d'abord de noter l'ambivalence du terme. Celui-ci a été popularisé par Pierre Nora dans son ouvrage les lieux de mémoire. « Mémoire » relevait de l'immatériel ; tandis que le ministère cherchait des lieux matériels qui fussent l'expression concrète d'une histoire la plus englobante possible, il s'agissait en quelques sorte, avec ces lieux de mémoire de continuer à écrire, pour l'Etat, cette mythologie nationale, incarnée dans des sites ou artefacts.

L'expérience est là encore un échec. Au moment où de plus en plus de Français s'intéressent à l'histoire, l'Etat n'est pas en mesure, par le biais de ses experts, de désigner ce dont ils doivent être fiers.

⁵² Leniaud, 1992, pages 116 à 123

Cette incapacité réside sans doute dans le fait que si les Français s'intéressent de plus en plus à l'histoire, ils s'intéressent non pas à l'Histoire, « la grande » en quelque sorte, mais à la « petite », celle du quotidien, de la proximité : « venez découvrir votre histoire » ; « partons à la découverte de vos racines »...

2.2.3. Les missions : le patrimoine ethnologique, le patrimoine culturel rural

2.2.3.1. La mission du patrimoine ethnologique

Elle trouve son origine dans les années 1970, avec la création des écomusées, des Musées des Arts et Traditions Populaires. Constitués à la marge de la muséologie officielle, leur action a permis une nouvelle affirmation des identités locales et a été soutenue par des passionnés, des érudits locaux, des naturalistes... Devant l'engouement du public, l'intérêt de l'administration a été croissant et le décret du 15 avril 1980 institue le conseil du patrimoine ethnologique auprès du ministère de la culture, ainsi que la Mission, chargée de mettre en œuvre la politique du conseil en matière de recherche du patrimoine ethnologique.

Le patrimoine ethnologique a été défini par I. Chiva, dans son article « le patrimoine ethnologique, l'exemple de la France » publié dans l'Encyclopédie Universalis⁵³ : « le patrimoine ethnologique d'un pays comprend les modes spécifiques d'existence matérielle et d'organisation sociale des groupes qui le composent, leurs savoirs, leur représentation du monde, et, de façon générale, les éléments qui fondent l'identité de chaque groupe social et le différencient des autres ». Il s'agit donc d'étudier ce qui fonde une identité du quotidien, en ce sens, le patrimoine ethnologique possède une dimension transversale, qui rassemblerait les autres catégories spécifiques du patrimoine. La notion de patrimoine est comprise dans sa globalité, et, au-delà de la constitution d'un savoir scientifique, c'est de l'appropriation de son propre patrimoine dont il est question.

C'est pourquoi l'un des principaux rôles de la Mission, au-delà des programmes biennaux de recherche sur la notion de patrimoine ethnologique qu'elle a engagés depuis 1980, est la transmission au public des connaissances acquises. Cette communication se fait à travers des publications au niveau national et régional (cf existence d'un conseiller au sein des DRAC), la production de films ou d'expositions itinérantes. Grâce à ses travaux scientifiques, la Mission, notamment les conseillers et les ethnologues en région, est un interlocuteur privilégié pour les associations et les collectivités locales qui souhaitent valoriser leurs ressources patrimoniales locales.

2.2.3.2. Le patrimoine culturel rural

Au début des années 1990, J. Toubon, ministre de la Culture a confié à I. Chiva, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, une mission sur le patrimoine culturel rural. Le rapport, « Une politique pour le patrimoine culturel rural » a été remis en avril 1994.

⁵³I. Chiva, « le patrimoine ethnologique, l'exemple de la France », Encyclopédie Universalis, 1990, pages 229-241

I. Chiva rappelle « [qu'] à chaque période de crise, les Français se sont tournés vers le passé, vers la nature et vers le local pour y trouver les raisons de leur existence. Il existe bien aujourd'hui une demande collective pour une politique de protection du patrimoine culturel rural. »⁵⁴ Cette demande est d'autant plus fondée que la question du patrimoine n'est plus (seulement ?) une question d'Etat mais bien une question sociétale, l'extension du champ de la notion de patrimoine le confirme. C'est donc « à la société d'indiquer ce qu'elle considère comme essentiel, quels sont les objets marqueurs d'identité qu'elle a l'intention de conserver et valoriser pour se sentir bien chez elle et continuer à y vivre, tout en y accueillant d'autres groupes. » Le patrimoine culturel rural regroupe quatre domaines : le paysage, l'architecture vernaculaire, les techniques permettant leur conservation et/ou leur restauration, et les ressources des terroirs. On a là les composants-ressources si souvent invoqué dans les politiques de développement local basé sur le patrimoine.

Dans son rapport, I. Chiva fait état des lacunes en matière de protection du patrimoine rural et renvoie ce « déficit de protection » à l'opposition patrimoine majeur/patrimoine mineur. D. Chiappero dans sa thèse le confirme : « l'architecture traditionnelle rurale ainsi que le patrimoine ethnologique représentent en 1990 moins de 12% de l'ensemble du patrimoine protégé, alors que les constructions antérieures à 1870 représentent environ 25% du parc de logements français. »⁵⁵. Les principales propositions du rapport portent sur l'inventaire systématique du patrimoine architectural rural, la formation des architectes et des maîtres d'œuvre qui a trop privilégié les Beaux Arts et la transmission des savoir-faire artisanaux.

Le champ du patrimoine culturel rural est maintenant investi par les ethnologues et les sociologues. Leurs travaux ont alimenté la réflexion des pouvoirs publics sur le Patrimoine Rural Non Protégé (P.R.N.P.), devenu Petit Patrimoine Rural Non Protégé (P.P.R.N.P.).

2.2.4. Le (Petit) Patrimoine Rural Non Protégé

La politique du patrimoine rural non protégé au titre des monuments historiques n'est ni une procédure, ni un outil, mais une ligne budgétaire (66.20/20). Celle-ci, à ses débuts en 1981, était dotée de 15 millions de francs (34,4 millions de francs en 1993, avec des dotations régionales comprises entre 800 000 et 2 000 000 de francs)⁵⁶. Elle trouve sa place selon Isaac Chiva (op.cit.) « comme palliatif de la lourdeur des servitudes de la loi de 1913 », « pour satisfaire des demandes urgentes et compléter les dispositifs de protection ». Il s'agit de subventionner les travaux de conservation et de sauvegarde d'édifices cultuels (chapelles, calvaires, croix de chemin), de petits édifices civils (lavoirs, puits...) et certains parcs et jardins qui ne sont pas protégés au titre des monuments historiques, mais qui présentent une certaine qualité architecturale et situés en milieu rural ou en zone urbaine de faible densité⁵⁷. Ce patrimoine non remarquable est qualifié de « petit

⁵⁴ Chiva, « Une politique pour le patrimoine culturel rural », 1994.

⁵⁵ D. Chiappero, op.cit., page 99

⁵⁶ Chiva, page 19. voir Autorisations de programme en annexe X

⁵⁷ Sont également privilégiés dans les programmations les travaux de restauration d'édifices non protégés abritant des objets ou des décors protégés au titre des monuments historiques, ainsi que des travaux sur des parties non

patrimoine », terme maladroit et souvent considéré comme péjoratif par les opérateurs locaux. La ligne budgétaire a été renommée « Petit Patrimoine Rural Non Protégé (P.P.R.N.P.).

Le programme de protection à ce titre est appliqué parallèlement au programme sur les édifices inscrits. Le taux de subvention se situe entre 10 et 20 % du montant des travaux. Il n'y a pas de suivi de ceux-ci mais un contrôle double, d'abord sur le devis, puis à la réception des travaux.

Près de 70 % des 800 opérations qui sont aidées par le PPRNP concernent encore directement des édifices culturels. Le rapport Chiva « se félicite de la réorientation des aides au titre du PRNP vers des actions moins dispersées notamment pour accompagner des opérations d'aménagement culturel et touristique dans les zones rurales. » (op. cit.). C'est ainsi que dans certaines régions, une partie de la programmation a été articulée autour de thématiques particulières comme les sites et cités de caractère en Poitou-Charentes, "l'eau et le feu" en Limousin.

Cette ligne budgétaire semble être remise en cause par la création de la Fondation du Patrimoine, non pas dans l'intérêt qui est porté au patrimoine rural non protégé, mais par l'aide financière apportée, qui à terme pourrait ne transiter que par la Fondation.

2.2.5. Le patrimoine de proximité

L'extension de la notion de patrimoine à des domaines touchant de plus en plus près au cadre de vie quotidien est entendu dans ce que l'on appelle aujourd'hui le " patrimoine de proximité ". Cette notion comprend « ce qui fait bien commun pour les gens qui vivent ici » et « l'élément patrimonial qui représente le territoire d'ici pour les gens qui viennent d'ailleurs ». Cette double interrogation a été « le fil rouge » de la réflexion de la DRAC Rhône-Alpes pour préparer la 19ème édition des Journées européennes du patrimoine : « Patrimoine et territoires ». Des études ont montré que, pour neuf visiteurs sur dix, le lieu patrimonial choisi pour ces « Journées » se situe à proximité du domicile. On est bien là dans une démarche de patrimoine de proximité, dans les deux sens du terme : « situé à faible distance du lieu de vie quotidien », mais aussi « avec lequel les liens sont étroits ».

Le terme de patrimoine de proximité, régulièrement utilisé dans une visée opérationnelle par les opérateurs du patrimoine (on serait dans l'ordre d'un résultat d'un arbitrage implicite dans la répartition des moyens humains et financiers que l'Etat et les collectivités locales consacrent à leur patrimoine.), fait aussi l'objet de recherches sémantique (article « le proximoine » -patrimoine de proximité- à paraître dans la revue Mots, éditions de l'ENS).

On entend par patrimoine de proximité un patrimoine issu de savoirs-faire locaux (architecture, matériaux, adaptation aux conditions locales, de type climatique, topographique, géologique...), qui rappelle l'histoire locale (proximité spatio-temporelle) et que la population locale s'est appropriée (dans le sens faire sien). « De nos jours, le patrimoine, dans ses représentations banales et savantes à la fois, n'évoque plus [...] les monuments à transmettre à la postérité,

protégées d'édifices partiellement protégés (à condition bien entendu que ces édifices soient situés en milieu rural).

mais des objets vernaculaires : maisons rurales, métiers disparus, quartiers anciens, cadre de vie domestique... »⁵⁸ Avec le patrimoine de proximité, on est dans ce que P.Collignon⁵⁹ expose, à propos des nouveaux sens du patrimoine : « l'expression rémanente de l'histoire locale et de l'évolution des modes de vie ». Le questionnement reste ouvert quant à la pérennité de ces objets, qui doivent leur existence à une culture locale, alors que la culture spécifique dont ils sont une résultante ne peut être maintenue. La tentation est grande, en mettant en valeur des objets relevant du patrimoine local, de mener une action de repli identitaire.

Si ce danger est bien réel, il est considéré comme une vision obsolète des actions menées. Il s'agit de considérer les cultures locales non plus comme des crispations résiduelles mais comme la combinaison de plusieurs influences, métissage de l'endogène et de l'exogène.

On a affaire à une approche plus sociale du patrimoine, ce dernier tenant un rôle dans des processus tels que la recomposition (ou la création) des identités, la conservation de mémoires partagées, voire l'intégration de « nouveaux arrivants ». Le patrimoine est un objet politique. Des espaces ruraux enclavés aux friches industrielles, des jardins ouvriers aux villes nouvelles, on ne compte plus les lieux où la (re ?)-construction d'une mémoire locale a été mise à contribution pour recréer du lien social, voire favoriser le développement économique. En ce sens, les principaux opérateurs du patrimoine de proximité sont les collectivités locales et les associations.

⁵⁸ D.Poulot, « patrimoine et histoire », patrimoines en débat, PUM, 1992

⁵⁹ cité par Davallon, Micoud, Tardy, article « vers une évolution de la notion de patrimoine ?, réflexions à propos du patrimoine rural »

2.3. Enjeux d'une politique locale en faveur du patrimoine et du patrimoine de proximité

L'enjeu c'est-à-dire ce que les individus et la société « mettent en jeu » et ce qu'ils peuvent perdre ou gagner touche profondément l'existence même des groupes sociaux. Gagner, c'est affirmer son identité, se démarquer des autres, gagner sur les autres. Perdre c'est laisser s'éroder la cohérence interne d'un groupe, oublier ou se faire oublier, d'où parfois échouer sur le plan des revendications territoriales⁶⁰. On comprend bien l'intérêt porté de la part de la collectivité, dans un contexte de globalisation des échanges, pour une action sur le patrimoine. Cette action locale s'inscrit dans une dynamique de changement opéré sur le patrimoine : on est passé d'une pratique de conservation à une pratique de gestion et il s'est opéré le basculement d'un patrimoine d'objet(s) à un patrimoine de projet.

Le patrimoine de proximité, parce que l'Etat ne s'en préoccupe guère, parce que son appropriation par la population locale est plus simple, est le champ d'action privilégié d'une action publique locale.

Cette relation privilégiée a fait l'objet d'un colloque récent à Angers⁶¹. Il était organisé, et ce n'est sans doute pas dû au hasard, par la commission des communes rurales de l'Association des Maires de Maine et Loire. En préambule de la journée, on a évoqué les raisons qui apparaissent comme étant celles qui fondent le principe d'une action publique locale pour le patrimoine de proximité :

- Pour des raisons économiques : les effets directs sont facilement identifiables : recettes générées par les droits de visite, location d'une ferme transformée en gîte, vente du pain lors d'une cuisson au four traditionnel, etc. Mais les effets induits ne doivent pas être négligés (structures d'accueil, commerces, artisanat pour la réhabilitation notamment, etc.). Il en va de même en termes explicites d'emplois (les guides, gardiens, accompagnateurs) ou en termes implicites de qualité de vie (installation de nouveaux habitants ou d'entreprises). Il faut ajouter à ces raisons économiques le poids (à elle seule) de l'activité tourisme. L'exemple des pays de la Loire est éloquent : le chiffre d'affaire global des sites touristiques en Pays de la Loire est de 15 millions d'euros. Ce tourisme patrimonial représente 300 emplois directs et un millier d'emplois indirects.
- Pour des raisons sociales et culturelles : Le patrimoine ne contribue pas seulement au plaisir esthétique et à la qualité de la vie : il ancre une population dans son histoire, ses racines (héritées ou choisies) et donne du sens au territoire. Comme tel, il est un des éléments constitutifs de l'identité locale et du sentiment d'appartenance, moteur de citoyenneté et de solidarité.
- Pour des raisons pédagogiques : Rien ne remplace le discours, les démonstrations et les activités in situ pour enseigner l'histoire, les techniques, l'esthétique, la géographie, etc.

⁶⁰ Maria GRAVARI-BARBAS, Sylvie GUICHARD-ANGUIS, Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI^e siècle, 2003, 952 pages ; p.14

⁶¹ Habitat ancien et Patrimoine de proximité : Quelle valorisation ? Angers, 13 janvier 2004

Nous allons revenir sur ces raisons qui justifient une action publique locale dans le patrimoine de proximité.

2.3.1. La valorisation économique

« La première pensée est que le patrimoine devrait être tout sauf l'objet d'un regard prioritairement économique »⁶². Or Rallet⁶³ rappelle que le patrimoine n'existe qu'à travers sa valorisation, et cette valorisation est avant tout d'ordre économique. La France dispose de 40 000 monuments historiques protégés, plus de 130 000 objets classés et une estimation de 400 000 unités du « petit patrimoine » non protégé. Un important gisement réside donc là. Sauf que l'entretien de ce capital est si coûteux qu'il faut dégager des moyens considérables et que se pose alors inévitablement la question de l'utilisation du patrimoine in fine, celle de son exploitation économique. (Pujas)

Outre l'exploitation « traditionnelle » du patrimoine réalisée par l'activité touristique, il ne faut pas négliger les effets indirects d'une action publique sur le patrimoine de proximité.

On retrouve notamment le secteur de l'artisanat, réellement impliqué dans des actions de restauration, souvent liées d'ailleurs à une politique d'habitat. Transmission de savoir-faire traditionnels, réutilisation de matériaux locaux, recherche dans les techniques de restauration mettent en valeur un secteur professionnel, qui s'est d'ailleurs fédéré sous des labels qui garantissent la qualité de leurs prestations.

Rallet analyse ce changement (patrimoine : ressource économique) par le passage d'une stratégie centralisée de conservation à une stratégie décentralisée de mobilisation, et d'une logique de dépense à une logique d'investissement. Il développe trois raisons :

- « Le patrimoine est un facteur direct de création de richesses ».

Il peut exercer des effets de levier sur le développement économique. En attirant des visiteurs, l'investissement patrimonial est à l'origine d'autres dépenses de leur part-hôtellerie, restauration, transport, produits dérivés, loisirs...-, lesquelles génèrent du revenu pour eux-mêmes feront de nouvelles dépenses et ainsi de suite..., de telle sorte que la variation finale d'activité et d'emploi sera supérieure à la première vague de dépenses. D'où l'expression d' « effet multiplicateur ». Mais ce raisonnement pose un certain nombre de limites : certains des produits offerts ou services rendus ne sont pas produits sur le territoire mais importés, ce qui atténue la portée des effets multiplicateurs escomptés. Ou bien les dépenses effectuées sur un site peuvent avoir pour contrepartie immédiate des réductions de dépenses sur d'autres sites sur un même territoire.

X. Greffe⁶⁴ a analysé les emplois de la filière patrimoine :

⁶² P. Pujas, « le journaliste : de l'économie des reliques à la poétique du patrimoine », VPAH et PEP, op.cit., pages 21-25

⁶³ Y. Rallet, « le patrimoine et l'économie », VPAH et PEP, op. cit., pages 57-60

⁶⁴ Xavier Greffe : « la valorisation économique du patrimoine : mesure et outils », revue développement culturel, n°141, septembre 2003, synthèse du rapport DEP/Ministère de la Culture, 2002

Emplois directs : 8,38%

Emplois indirects travaux de conservation, entretien : 7,97%

Emplois en retombées touristiques : 33,79%

Emplois induits dans les autres industries : 49,85%

X.Grefte met ainsi en évidence le fait que peu d'emplois sont créés sur le site. Il est nécessaire de diversifier l'activité. Les actions relèvent alors du patrimoine de proximité (promotion du terroir, comme le vignoble ; de l'histoire locale par le biais d'animations...). Il insiste également sur le rôle des collectivités territoriales. Pour qu'une telle animation soit rentable, il faut que celles-ci subventionnent le projet à hauteur de 10% à 15%. Cette injection de fonds publics est réintroduite dans le circuit local : les dépenses suscitées par les sites concernés (par la subvention) profitent pour 2/3 aux territoires locaux. Il souligne une difficulté : ces résultats supposent la mobilisation du réseau associatif local, parfois difficile à mettre en place. Or, les associations sont très représentées et actives dans le champ du patrimoine de proximité.

- « Le patrimoine est une composante importante du comportement résidentiel des ménages. » Les ménages, tout comme les entreprises, dans un contexte de concurrence des territoires, sont à la recherche d'aménités. Le marketing autour de sites patrimoniaux joue sur cette dimension affective de la consommation culturelle : l'usager prend sa décision (de faire un arrêt, de visiter le site, d'y résider) sur la base de sensations ou émotions escomptées. L'intérêt porté au patrimoine de proximité permet d'accroître (ou en tout cas prend en considération des notions telles que) le sentiment esthétique, la qualité du cadre de vie.
- C'est dans ce sens que le patrimoine est « l'élément central de différenciation des territoires ». Le patrimoine doit servir à construire une image territoriale forte à laquelle s'identifient les acteurs de sorte que cette image les attire parce qu'elle les valorise tout en les fixant dans le territoire car elle accroît leur coût de sortie.

Effets levier, participation au sentiment d'aménités, élément de différenciation du territoire : le patrimoine de proximité peut faire l'objet d'une politique de développement économique et de valorisation du territoire. Il convient cependant de pointer les faiblesses d'une politique de valorisation ayant pour objet le patrimoine de proximité. En effet, d'un point de vue général, l'investissement patrimonial est d'autant plus soutenable qu'il est effectué sur un territoire où il n'a pas de rôle moteur et où son intégration économique est forte⁶⁵. Si ces deux conditions sont réunies, l'emploi local profite alors pleinement des activités patrimoniales : c'est le cas de sites patrimoniaux dans grands ensembles patrimoniaux (Paris, New York...), à différence territoire faiblement intégré (Bruges, Tolède...) où l'emploi patrimonial est le principal bénéficiaire. En sens inverse, l'investissement patrimonial est d'autant plus problématique qu'il augmente le poids relatif du secteur patrimonial sur le territoire concerné, et peut susciter d'importantes tensions sur la valeur du foncier et le niveau des salaires. Le milieu rural ou les villes de taille

⁶⁵ X.Grefte, op.cit.

réduite apparaissent particulièrement exposé à ces risques, cumulant souvent l'importance relative des ressources patrimoniales et la faiblesse de l'intégration. Or ce sont souvent ces mêmes territoires qui placent de grands espoirs dans le tourisme culturel. Leur action porte également sur un patrimoine de proximité, potentiellement présent en grande quantité. Il convient donc de réaliser un diagnostic fin des degrés d'intégration et des réactions des acteurs, de faire du patrimoine un composant de la politique de développement, qui tient compte de politiques aussi variées que la formation professionnelle ou la gestion du foncier. Et c'est sans doute là que le patrimoine de proximité redevient intéressant : cette politique globale est celle portée par les Parcs Naturels Régionaux, qui intègrent toutes ces composantes en insérant le patrimoine de proximité dans leurs actions.⁶⁶

2.3.2. Le sentiment identitaire

« Tout est patrimoine », le terme se voit alors accompagné de qualificatifs pour préciser ce dont on parle : patrimoine naturel, patrimoine culturel, patrimoine culinaire, patrimoine génétique, etc. L'élargissement du champ est à resituer avec l'extension du terme de culture. Il ne s'agit plus seulement de la culture d'une élite, mais de la culture héritée de tous par les contemporains.

En ce sens, l'idée de patrimoine, comme celle de culture, est un principe de construction sociale. Elle rassemble les individus comme les groupes autour d'un sentiment identitaire. Celui-ci se construit par la médiation de biens et de valeurs culturels partagés par une communauté.

Car, comme le souligne Jean-Michel Leniaud, dans *L'utopie française*⁶⁷, « le patrimoine n'existe pas a priori ». Il s'agit d'un processus, d'une construction sociale au cours de laquelle « le groupe se l'approprie [le patrimoine], non seulement en comprend la signification, mais s'identifie à travers lui ». Le patrimoine devient une « valeur-refuge », dont la communauté, en temps de crise notamment, peut avoir recours. A. Bourdin⁶⁸, 1984, parle même de ressources : « le sentiment du patrimoine est le sentiment de ressources, mal définies mais profondes, auxquelles on a accès parce qu'on est de ce pays et non d'un autre ... il s'y mêle donc le pressentiment d'énergies latentes auxquelles il ne serait pas impossible de recourir un jour, celui où on aurait besoin d'une confirmation d'identité ».

Comme le rappelle I. Chiva dans son rapport : si l'identité est interne, image façonnée par le site et le temps, elle est aussi externe, donnée par le rapport à d'autres lieux. Le paysage du touriste n'est pas celui du résident permanent. Le vécu local passe par un ensemble original composé à la fois par les formes paysagères et la représentation très forte que s'en fait l'habitant. On a véritablement affaire à un processus d'appropriation, de re-création de l'histoire collective. Qu'importe la véracité historique, « laissez-vous conter la ville »⁶⁹...

⁶⁶ voir à ce propos l'action du Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine dans son action d'insertion professionnelle des métiers du bâtiment.

⁶⁷ Jean-Michel LENIAUD, *L'utopie française, Essai sur le patrimoine*, Mengès, 1992, 180 pages

⁶⁸ Alain Bourdin, *Le patrimoine réinventé*, PUF, 240 pages, 1984

⁶⁹ du titre des brochures de communication des VPAH

Le patrimoine participe donc à cette fiction identitaire autour de laquelle se rassemble la communauté, et dans un mouvement rétroactif, celle-ci se constitue autour de biens et de symboles issus du groupe auquel l'individu appartient. L'idée du patrimoine, un enracinement dans le passé inséré dans une dynamique de projection dans l'avenir, rassure. D'ailleurs, Paul Ricoeur, dans une communication aux Entretiens du patrimoine rappelle que la mémoire est au cœur de la problématique de l'identité : c'est sa composante temporelle, en lien avec l'évaluation du temps et la projection du futur.

M. Hervé, dans son article « Citoyenneté et identité »⁷⁰ rappelle que « c'est dans la mesure où elle contribue précisément à cette politique de production de l'identité culturelle qu'une démarche de valorisation du patrimoine prend toute son importance. » L'identité culturelle peut se révéler un moteur puissant de développement d'un territoire, particulièrement en milieu rural là où les ressources sont avant tout locales.

Bien souvent la clé de cette créativité est un problème d'identité : une perception positive de son identité donnera envie d'épanouir toutes ses potentialités, de valoriser ses ressources et celles de sa région. L'identité culturelle peut ainsi se révéler le moteur du développement. « Dans le même temps, une telle « politique de l'identité collectivité » est inséparable d'une politique de citoyenneté active qui vise tout à la fois à favoriser une créativité des acteurs et à permettre une prise en compte de l'altérité ». Car il ne faut pas perdre de vue qu'une « identité repliée sur elle-même serait appauvrissante. »

L'insertion du patrimoine dans les politiques locales se comprend d'autant mieux qu'il est une ressource pour le développement économique local et participe, par le biais d'actions pédagogiques actives, à la formation d'identités. En ce sens, une politique locale patrimoniale, fondée sur le patrimoine de proximité, permet à la fois d'introduire un élément de différenciation dans la concurrence que se livrent les territoires, tout comme une entreprise utilise une « marque » pour différencier ses produits des concurrents.

⁷⁰ in Pays d'art et d'histoire et pôles d'économie du patrimoine, pages 41-43

2.4. Typologie de politique locale de patrimoine

Des politiques du patrimoine, assez formalisées, ont été mises en place en partenariat avec l'Etat. Nous reviendrons, de façon succincte, sur trois d'entre elles : le protocole de décentralisation du patrimoine avec le département de l'Isère, les labels villes et pays d'art et d'histoire et pôles d'économie du patrimoine. Il s'agit de tenter de faire une typologie d'actions formalisées, analyser cette typologie au regard de l'hypothèse principale et la confronter à l'exemple du grand Saumurois.

Nous avons utilisé « le cycle d'une politique publique »⁷¹ comme grille de lecture, bien plus que comme une véritable grille d'analyse, et de façon souple, compte tenu des informations dont nous disposions.

2.4.1. Le protocole de décentralisation du patrimoine avec le département de l'Isère⁷²

2.4.1.1. Emergence du problème

Le protocole de décentralisation du patrimoine en Isère se met en place au moment où s'engagent les réflexions et les premières mesures d'une deuxième phase de décentralisation. On a déjà évoqué par ailleurs l'investissement des collectivités dans les domaines touchant le patrimoine, justifiant une requalification des rapports Etat/collectivités à ce sujet. A cela s'ajoutent une remise en cause de la loi de 1913, jugée inadaptée au contexte actuel et des défaillances de l'administration étatique.

2.4.1.2. Perception du problème

Ce mouvement est porté par des actions de pression remontant au plus haut niveau gouvernemental par le biais des élus. Il s'appuie sur des études (en particulier d'universitaires⁷³), ce qui enclenche une démarche de rapports parlementaires⁷⁴ à partir du milieu des années 1980, alimentant par là même les « revendications » locales.

2.4.1.3. Mise sur agenda politique

⁷¹ Le cycle d'une politique publique, adaptation du schéma in Knoepfel, Larrue, Varone, librement adapté selon Parsons

⁷² principales sources : « Protocole de décentralisation culturelle, département de l'Isère », Conseil Général de l'Isère, ministère de la Culture et de la Communication, Secrétariat d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle, 2001 ; « Patrimoine en Isère », communication du CPI ; Tournade G. (dir. Guibal, Chaumier), Enjeux et limites d'une décentralisation du patrimoine en France, l'expérimentation du protocole de décentralisation culturelle en Isère, maîtrise de culture, université de Bourgogne, 2003 ; Rapport Bady, commission « patrimoine et développement » : propositions pour une politique nationale du patrimoine, page

⁷⁴ on citera *Refonder l'action publique locale : rapport au Premier ministre*, Pierre MAUROY, Paris, La Documentation française, 2000, 192 p.

En 2000, un « Secrétariat d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle » est mis en place, Catherine TASCA, estimant « qu'il était indispensable que l'Etat et les collectivités locales fassent évoluer leurs rapports et leurs actions dans le cadre d'une décentralisation culturelle renouvelée ». La campagne présidentielle bat son plein et le candidat Chirac n'est pas en reste. Lors de son discours sur la politique culturelle au Théâtre du Palais Royal le 8 avril 2002, il promet une loi-programme sur le patrimoine, résultat d'un travail de concertation entre les services de l'Etat et les acteurs locaux. A la recherche de « simplicité, proximité et efficacité », il s'agit selon G. Tournade de « contenter les collectivités locales et réaffirmer la légitime autorité de l'Etat *« en particulier à travers le classement. »* ».

La procédure de protocole de décentralisation est lancée. Elle s'insère dans le cadre des « expérimentations », c'est-à-dire de programmes de décentralisation dans des collectivités – test, qui alimentent la réflexion sur la décentralisation.

Le conseil général de l'Isère mène depuis longtemps une action en faveur du patrimoine. Libre d'organiser son action patrimoniale comme il l'entend puisque le patrimoine et l'architecture n'ont pas fait l'objet de transferts de compétences lors des lois de décentralisation de 1983, le CG a créé un service de spécialiste la Conservation du Patrimoine de l'Isère (CPI), composée de 9 agents (« indépendants »). La politique patrimoniale de l'Isère s'organise autour de la restauration du patrimoine bâti et de l'action des musées départementaux. S'y ajoutent des actions de conseil et d'expertise en faveur des communes, des associations et des particuliers (vestiges, sites archéologiques, bâtiments ou projets d'aménagement) ; de nombreuses actions concernant le patrimoine non protégé (expositions, inventaires géographiques ou thématiques, organisation de conférences, journées de réflexion). Dans la mesure où les monuments protégés relevaient jusqu'alors de la seule responsabilité du ministère de la Culture, l'action de la Conservation s'est le plus souvent limitée aux seules études de sites et à l'accompagnement des interventions de l'Etat. Dans le même temps se développait une lourde politique en faveur du patrimoine non protégé : 7 millions de francs ont été consacrés par le Conseil Général de l'Isère, en 2000, à l'aide aux propriétaires, publics et privés, restaurant leur patrimoine. (G. Tournade).

Le budget est conséquent⁷⁵ : en 2000, le CG de l'Isère a engagé 7,2 millions de francs au budget prévisionnel ; 11,8 millions ont été accordés sous forme de subventions pour les travaux de sauvegarde du patrimoine protégé au titre des MH, comme du petit patrimoine non protégé ; 3 millions de francs pour différents projets locaux et 1,9 millions afin de faciliter la création ou l'aménagement de musées ou d'équipements à vocation patrimoniale.

Le département de l'Isère a été retenu dans le cadre de ces protocoles en raison de son avancée notable en matière de gestion du patrimoine et de la forte implication du Conseil général en la matière. Menant jusqu'alors une compétence territoriale, la CPI souhaite étendre son action « mener une politique plus globale de conservation, de gestion et de mise en valeur de ce patrimoine, dans le cadre d'un dispositif reconnu et formalisé »⁷⁶

2.4.1.4. Formulation du programme

⁷⁵ le Conseil Général Isère est le premier département en France pour son budget en faveur de l'action patrimoniale

⁷⁶ Le protocole, état de la réflexion, Jean GUIBAL, septembre 2002, cité par G.Tournade

2.4.1.4.1. Le protocole de décentralisation culturelle en Isère

Conclu entre le Conseil Général de l'Isère, le Ministère de la Culture et de la Communication et le Secrétariat d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle, ce protocole définit les domaines d'intervention de chaque partenaire (expérimentation d'un double niveau de responsabilité, l'un national, l'autre territorial), fixe les échéances, les grands objectifs (« mettre en place une réflexion approfondie et d'expérimenter des pratiques [...] pour une préfiguration [...] d'une future décentralisation du patrimoine culturel et d'un recentrage de l'Etat sur ses enjeux essentiels »), définit les moyens à disposition et propose une évaluation « conduite dans le courant du premier trimestre de l'année civile » pour définir de nouveaux objectifs. Le protocole est dès sa signature, en 2001, applicable.

2.4.1.4.2. Les objectifs

Les objectifs tels qu'ils sont annoncés dans le protocole de décentralisation culturelle concernent la pertinence d'une éventuelle décentralisation de l'action patrimoniale. Il s'agit avant tout d'une « analyse conjointe des différentes formes de patrimoine et réflexion méthodologique sur les critères permettant de distinguer les patrimoines de compétence nationale et ceux de compétence territoriale ». Cette réflexion théorique s'appuie sur la pratique. Il s'agit d'expérimenter les conditions du transfert au Conseil général de l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques, de la gestion des édifices et des objets protégé (dans le sens de programmation, c'est-à-dire de la sélection au contrôle des travaux) et du patrimoine non protégé ; d'étudier les conditions, d'un partenariat entre l'Etat et le Conseil général en matière d'inventaire (général), d'établissement de la carte archéologique, d'études ethnologiques et de valorisation du patrimoine ; et de pointer les dysfonctionnements et proposer des solutions quant aux textes législatifs et réglementaires et à leur mise en oeuvre.

Un objectif spécifique concerne le patrimoine non protégé. L'action du CG était jusqu'alors conséquente, mais dispersée. Les nouvelles mesures liées au "protocole de décentralisation culturelle" devraient permettre de rationaliser, de réorganiser en une véritable politique du patrimoine bâti. (G.Tournade)

Au-delà de l'expérimentation, il s'agit sans doute pour le Conseil Général de l'Isère de faire reconnaître son savoir-faire par l'Etat (autorité suprême en matière de patrimoine), et, dans un contexte de décentralisation où la question de la suppression d'un échelon territorial, le département, est en vogue, l'action du département de l'Isère permet une reconnaissance de la collectivité.

2.4.1.4.3. Les actions spécifiques

Les actions les plus importantes concernent les monuments historiques, les objets mobiliers qui font l'objet d'une protection officielle sont également compris dans le dispositif. S'agissant du patrimoine " non protégé ", sur lequel le Conseil Général de l'Isère avait déjà une politique très

active, la compétence est pleinement décentralisée, les services de l'État s'abstenant d'intervenir désormais sur ce domaine. Pour les musées, la question est posée d'une possible reconnaissance de l'ensemble des musées et maisons du patrimoine relevant du réseau départemental (avec l'octroi éventuel du label " musée de France " à chacun d'eux). Dans le domaine de l'animation et de la mise en valeur du patrimoine, le département pourrait se voir accorder une gestion directe des villes et pays d'art et d'histoire. Enfin dans les domaines de l'inventaire (où l'Isère a quelque avance), de l'archéologie, du patrimoine ethnologique, des collaborations plus étroites sont à étudier avec les services de l'État, toujours dans la perspective d'offrir un meilleur service au public.

2.4.1.5. Mise en œuvre de l'action publique

Le programme est défini de manière concertée entre l'Etat et le CG, après évaluation de ce qui a été fait. C'est sur le mode du partenariat que la répartition des compétences s'effectue. Ainsi, le programme de la Commission Régionale de Protection des Sites (CRPS) est établi conjointement entre les services de l'Etat et du département pour que la CPI puisse instruire les dossiers. Cette mise en œuvre, expérimentale, est surtout progressive. Le département de l'Isère a dans un premier temps un « pouvoir de proposition » (!), puis des compétences sont réellement transférées (ex : instruction des dossiers), mais toujours à titre expérimental, le temps du protocole.

La mise en œuvre du protocole de décentralisation culturelle est assurée sous la conduite d'un comité de pilotage composé de la préfecture, de la D.R.A.C. et du Département. Une instance de suivi et de concertation réunit des représentants d'autres collectivités locales, de services de l'Etat et d'autres partenaires concernés. Un comité départemental sera mis en place pour encadrer le dispositif. Tous les agents de la CPI assurent la pratique du protocole. De nouveaux partenariats se sont noués, notamment avec le C.A.U.E.

La mise en œuvre de cette expérimentation a nécessité de nouvelles mesures pour le financement : « l'Etat apportera pour sa part une somme de 2,5 MF (381 122 E) en 2001, 1,5 MF (soit 228 674 E) en 2002 et 1 MF (soit 152 449 E) en 2003, sous réserve pour 2002 et 2003 de la disponibilité des crédits ouverts au sein du budget du ministère de la Culture et de la Communication. »⁷⁷ Quant au budget de l'Isère « par rapport à 2001, la culture a connu une hausse de + 26 % en 2002 »⁷⁸.

2.4.1.6. Evaluation de la politique

Il est important de noter qu'aucune évaluation officielle du protocole de décentralisation culturelle en Isère n'a été publiée, à notre connaissance.

⁷⁷ protocole de décentralisation culturelle de l'Isère

⁷⁸ G. Tournade, op. cit.

Cependant, certains événements, et en particulier la publication du rapport Bady permettent de faire une rapide analyse par rapport aux objectifs affichés.

Après le changement de gouvernement, le protocole de décentralisation culturelle isérois a été « oublié », négligé, d'autant que le premier ministre a rappelé sa préférence régionale comme échelon le plus pertinent de la décentralisation. La publication du rapport Bady est « vécu comme une déception de taille » : le cas de l'Isère est jugé trop exceptionnel pour être généralisable. Or, c'était le seul protocole de décentralisation culturelle qui ait réellement utilisé les compétences de l'Etat (après d'âpres négociations avec les élus motivés, G.Tournade).

Si de nouvelles expériences concernent la décentralisation de l'Inscription et de l'Inventaire à l'échelon régional, « l'expérience avortée [pour l'Isère] a permis de faire clairement apparaître le fait que l'Etat ne s'estime pas réellement prêt à déléguer des compétences aux collectivités territoriales en matière de protection des MH. » (G. Tournade). Et pourtant, ce protocole permettait, d'un point de vue pratique de venir en aide aux services de l'Etat, qui notamment en raison de l'expansion du champ du patrimoine, voient croître les sollicitations. G. Tournade évoque même à ce sujet les « défaillances avouées ».⁷⁹

L'échec du protocole de décentralisation a mis en évidence la volonté pour l'Etat de garder ses prérogatives régaliennes en ce qui concerne le patrimoine protégé. Si l'Etat n'est pas réellement prêt à confier aux collectivités la gestion du patrimoine protégé, que reste-t-il aux collectivités, si ce n'est le patrimoine de proximité ? Mais là encore, l'expérimentation de décentralisation culturelle en Isère n'est pas satisfaisante. Certes, on sent bien que le patrimoine de proximité, entendu ici par l'expression patrimoine non protégé, entre dans le champ des compétences quasi « naturelles » des collectivités, dès lors que celles-ci mènent une politique active à ce sujet. Mais si, dès le texte du protocole, une distinction entre « les patrimoines de compétence nationale et ceux de compétence territoriale » a été opérée, aucune définition claire n'a été faite. Cette différenciation relève plutôt de l'opportunité qu'ont eu les acteurs concernés à un moment donné de « lâcher » ou prendre des compétences sur des objets patrimoniaux. Il ne faut cependant pas négliger le fait que l'Etat reconnaît à présent plusieurs niveaux de patrimoine.

L'expérience a permis d'engager véritablement le dialogue avec les propriétaires privés, la population et les autres opérateurs. La ligne de conduite de la CPI est celle du dialogue avec tous, pour éviter la pratique d'une « politique policière » du patrimoine avec ses règlements et ses contraintes. L'expérience de décentralisation a permis de développer cette pratique, notamment lors de l'instruction des dossiers de protection. On a alors eu une politique patrimoniale de proximité, par une disponibilité des agents, des déplacements sur le terrain, et la proximité des élus. (G. Tournade)

2.4.2. Les villes et pays d'art et d'histoire (VPAH)⁸⁰

⁷⁹ *Protocole de décentralisation culturelle, réunion du 16 avril 2003* entre l'Etat (Préfet de l'Isère, DRAC, CRMH) et le Conseil général de l'Isère (C. BERTRAND, C. BARDOUX, Ch. MAZARD, J. GUIBAL), cité par G. Tournade

⁸⁰ principales sources : « Villes d'art et d'histoire », La Gazette des communes, N°29, juillet 2001 ; Pays d'Art et d'Histoire et Pôles d'Economie du Patrimoine, Datar/ministère de la Culture et de la Communication, 2001, 183 pages ; « projet PEP/VPAH », DAPA/DATAR, 2004 ; Convention entre l'Etat et la ville de Thouars : ville et pays d'art et d'histoire, 2000

La présentation de ce label ne repose pas sur l'étude d'un cas, mais sur la politique dans son ensemble, même si la connaissance de certaines expériences nous permet de donner des exemples précis. Les VPAH ont pour objectif de valoriser le patrimoine culturel et architectural d'un territoire local, selon deux groupes-cibles : la population locale (sensibilisation, appropriation) et les touristes possibles (identification et visibilité touristique).

2.4.2.1. Emergence et perception du problème

Il s'agit ici d'un dispositif d'origine étatique. En effet, suite à la mise en œuvre des Secteurs Sauvegardés, le ministère de la Culture a souhaité se doter d'un outil d'animation et de valorisation du patrimoine complétant les dispositifs existant (protection et sauvegarde du patrimoine). La collectivité locale de base, la commune, était jugée la plus intéressante (selon l'argument de la proximité) pour prendre en charge l'animation du patrimoine. En 1985, puis en 1987, la convention « ville d'art » évolue en fonction de nouveaux problèmes pointés pour devenir finalement « ville et pays d'art et d'histoire ». En effet, au-delà de la politique touristique basée sur le patrimoine local (ici au sens de situé sur la localité), il est apparu le besoin de sensibiliser la population locale (et notamment les jeunes) pour une appropriation par le biais de la connaissance. A partir de cette connaissance, le patrimoine est devenu une des ressources possibles mobilisables dans un projet de développement territorial. Le périmètre du label est celui du « territoire de projet ».

2.4.2.2. Mise sur agenda

L'évolution du label est parallèle à celle de patrimoine. On est passé de la prise en compte d'un patrimoine monumental de qualité à l'intégration de l'ensemble du patrimoine bâti, puis au patrimoine rural, industriel, paysager et le patrimoine immatériel : les savoir-faire, les traditions et la mémoire des habitants. Le label VPAH est sans doute l'un des outils qui « colle » le plus à la demande sociétale de patrimoine.

A cette demande s'est ajoutée celle des pouvoirs publics locaux de valoriser le patrimoine, de l'utiliser comme ressource (ils rejoignent là les opérateurs économiques), notamment dans le développement économique (politique touristique, mais aussi développement culturel, réhabilitation de l'habitat ancien). Si le contenu culturel de la convention est toujours exigé, il est maintenant fortement recommandé d'articuler le périmètre choisi avec celui des territoires de projets (on entend ici les pays, les structures intercommunales), pour plus de cohérence avec les projets de développement local.

2.4.2.3. Formulation du programme

L'action publique se fait par le biais d'une convention entre l'Etat (représenté par le préfet du département) et la ville ou le pays (représenté par le maire ou le président de l'intercommunalité).

La convention est assortie de quatre objectifs :

- Présenter le patrimoine dans toutes ses composantes et promouvoir la qualité architecturale
- Sensibiliser la population locale et les professionnels à leur environnement et à la qualité architecturale, urbaine et paysagère
- Initier le jeune public à l'architecture, au patrimoine, à l'urbanisme et au paysage
- Offrir des visites de qualité conduites par un personnel agréé

Pour mettre en œuvre cette politique, les collectivités s'engagent à recruter du personnel qualifié (animateur du patrimoine et guides conférenciers agréés). C'est ce personnel qui a la charge de la formation des partenaires locaux, des associations ; il assure la communication et l'éducation (en particulier du jeune public) par le biais de visites, de brochures, d'expositions, voire d'école du patrimoine. C'est également lui qui s'occupe du centre d'interprétation du patrimoine.

Le mode de fonctionnement est celui du partenariat. Partenariat avec le ministère de la culture, qui instruit le dossier, apporte un soutien financier, scientifique et technique (formation, aide à la réalisation de documents, d'outils pédagogiques, promotion du réseau VPAH, mise en réseau sur le site national VPAH). Partenariat formalisé le plus souvent avec les acteurs qui interviennent sur le territoire : DRAC, SDAP, services des archives, éducation nationale... et tous les acteurs locaux. Il s'agit en quelque sorte d'un « partenariat obligé » dans les faits, car on est en présence d'une véritable politique transversale et si l'on ne veut pas que ce label soit considéré comme un gadget ou une gêne dans l'exercice des autres services ou opérateurs locaux.

L'Etat, par le biais d'une subvention déposée à la DRAC par la collectivité, participe à la mise en œuvre du programme de la collectivité. Située en moyenne à hauteur de 50%, cette aide annuelle peut être reconduite pendant 5 ans. La collectivité prend en charge le reste du financement.

Le label « VPAH » est reconduit tous les ans, si la collectivité respecte ses engagements. Cette dernière peut également dénoncer la convention.

2.4.2.4. Adoption et mise en œuvre de l'action publique

Une fois la convention signée, les actions en faveur du patrimoine peuvent se mettre en place et les partenariats locaux se nouer.

Dans la mesure où le principal objectif est la valorisation et l'appropriation du patrimoine par la population locale, les ajustements par rapport à la convention-type, en fonction du contexte local sont nombreux. On citera par exemple le cas de Quimper, qui par le biais d'un avenant à la convention, a ajouté les édifices des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles au texte initial qui ne prenait en compte que la cathédrale et la ville médiévale. Il s'agissait d'ajuster la convention à la conscience patrimoniale locale. Les fouilles archéologiques, les travaux universitaires ou d'érudits locaux, les rencontres avec le public lors de manifestations sont autant d'occasions d'ajuster l'offre (notamment pédagogique) à la demande.

2.4.2.5. Evaluation de la politique

L'action publique est évaluée annuellement par le conseil national des villes et pays d'art et d'histoire. C'est lors de cet examen qu'un label peut être retiré ou dénoncé par l'une ou l'autre des parties.

En dépit de l'obligation de mettre en place un Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP), peu de collectivités ont réalisé ce projet. Lieu (matériel) de rencontres entre la population locale et les touristes/excursionnistes, support pédagogique pour la connaissance du patrimoine local⁸¹, cette infrastructure culturelle coûte cher. Peu de collectivités ont les moyens de mener à terme ce projet, d'autant que les aides de l'Etat sont disponibles pendant un temps court.

L'obtention de ce label permet au territoire en question de se différencier des autres, notamment en jouant sur le « cadre de vie » (pays d'art et d'histoire de Vannes). Le territoire est donné à voir aux touristes ou investisseurs éventuels, mais la convention « a été conçue pour être porteuse de développement social ». En ce sens, l'action politique mise en œuvre ne se limite pas « à des opérations de restauration et de réhabilitation, mais il s'agit de valoriser le patrimoine par une politique de médiation dirigée, en priorité, vers la population locale. »⁸²

2.4.3. Les Pôles d'Economie du Patrimoine (PEP)⁸³

La procédure des PEP vise à s'appuyer sur un patrimoine local particulier pour promouvoir la création d'emplois et le développement d'activités économiques de proximité.

2.4.3.1. Emergence et perception du problème

Au début des années 1980, en pleine réflexion sur la notion de développement local, émerge l'idée selon laquelle la valorisation du patrimoine pourrait contribuer au développement des territoires. Les rapports Querrien et Guichard⁸⁴ mettent l'accent sur l'identité des territoires ruraux et leurs ressources à mettre en valeur. La mission Pillet⁸⁵ confirme « le gisement constitué par le patrimoine pour le développement local »⁸⁶. Le rapport Latarjet⁸⁷, en utilisant dès le titre l'expression « l'aménagement culturel du territoire » confirme la prise en compte de la dimension culturelle dans le développement territorial et de la dimension territoriale dans le développement culturel. Dans le même temps, les préoccupations ethnologiques, écologiques se développent, redonnant du sens à la relation patrimoine-territoire.

2.4.3.2. Mise sur agenda politique

⁸¹ Il doit « donner les clefs de lecture et de compréhension de l'espace urbain dans son ensemble »

⁸² B Dusart, adjoint au responsable du réseau VPAH, La gazette n°29, page 6

⁸³ Principales sources : Les Pôles d'Economie du Patrimoine, DATAR, 2002, 90 pages ; Pays d'Art et d'Histoire et Pôles d'Economie du Patrimoine, Datar/ministère de la Culture et de la Communication, 2001, 183 pages ; « projet PEP/VPAH », DAPA/DATAR, 2004

⁸⁴ Querrien M., « pour une nouvelle politique du patrimoine », rapport au ministère de la culture, 1982

⁸⁵ Pillet Y, « Valorisation du patrimoine en milieu rural », mission interministérielle, 1993

⁸⁶ Pays d'Art et d'Histoire et Pôles d'Economie du Patrimoine, op. cit., page 33

⁸⁷ Latarjet B., « l'aménagement culturel du territoire », la documentation française, 1992

C'est lors du grand débat sur l'aménagement du territoire lancé en 1993 que l'enjeu de la culture pour l'aménagement du territoire s'exprime clairement. Il est relayé par les élus locaux, les associations, qui participant au débat, mettent l'accent sur les relations de proximité. Le concept de PEP se précise alors. Le CIADT de Troyes (1994) décide de s'appuyer sur les PEP pour expérimenter l'aménagement culturel du territoire. Le patrimoine est intégré dans l'économie locale : à l'échelle d'un pays, il s'agit de développer des projets économiques fondés sur la valorisation du patrimoine. Cette décision est confirmée lors du CIADT de 1997. D'ailleurs, un appel à projet avait été lancé en 1994, et un second en 1998. Ces deux appels à projets bénéficient de fonds du FNADT (fonds national d'aménagement et de développement du territoire) pour financer les études de préfigurations.

2.4.3.3. Formulation du programme

Avec les lois LOADT et LOADDT relatives au pays, les PEP ont trouvé un bon niveau opérationnel dans les échelles des pays ou des agglomérations. Si les PEP n'ont pas été imaginés dans un cadre normatif- ce qui réduirait à néant l'objectif de mise en mouvement des acteurs locaux, démarche de développement local- il n'en reste pas moins que trois principes fondamentaux peuvent être notés.

Le territoire peut reposer sur des critères historiques, un périmètre de patrimoine spécifique ou encore une entité administrative. On comprend bien l'intérêt porté aux pays ou aux agglomérations, dès lors que la démarche de PEP peut apporter un contenu immédiatement opérationnel à ces nouveaux territoires dit de projet.

Le thème patrimonial doit être entendu dans sa conception la plus globale : du patrimoine monumental « classique » aux paysages et au patrimoine vernaculaire, en passant par le patrimoine ethnologique (identité, mémoire collective), les savoir-faire, les matériaux utilisés dans les activités locales. Rappelons pour ce dernier point l'intérêt affirmé des PEP pour l'économie locale, en particulier l'artisanat.

Enfin, le PEP doit reposer sur une initiative locale forte, rassemblant les acteurs de la vie économique locale. Le développement attendu s'organise autour d'enjeux locaux forts (touristiques, pédagogiques, sociaux ou économiques).

Dans ce cadre-là, l'Etat joue plutôt le rôle d'initiateur, accompagnant (en particulier par le financement) les projets en amont. Avec la DATAR, qui édite un guide méthodologique, l'Etat examine les projets proposés, notamment le plan de financement qui donne droit à des aides du FNADT. La DATAR joue aussi le rôle d'intermédiaire, car les PEP ont été pris en compte dans les CPER et les documents de programmation des fonds structurels européens. Ce dernier point arrive à son terme.

Au niveau local, là encore le partenariat et la concertation, assurés par la structure porteuse, sont de rigueur dans la mesure où il s'agit de « mettre en œuvre une politique partagée de développement local ».

La structure porteuse, sur qui repose la mise en œuvre du projet, assure également la maîtrise d'ouvrage des études et d'une partie des opérations. Il lui revient aussi, avec le comité de

pilotage, le soin de confier l'étude et l'animation du projet à un cabinet d'études ou à une équipe locale.

Le Comité de pilotage est le lieu de discussion où se définit et s'élabore le projet. Il est composé des services de l'Etat, les élus, les associations, les chambres consulaires et les entreprises et établissements publics.

2.4.3.4. Adoption et mise en œuvre du programme

Une fois le projet validé par le comité interministériel qui s'assure de la dimension transversale du projet de territoire, on peut le mettre en œuvre.

Par définition, chaque PEP est différent des autres, dans la mesure où il est le résultat d'une concertation du tissu socioprofessionnel local. On peut cependant distinguer trois grandes familles de PEP, différenciées par le type d'actions engagées :

- une dominante liée au tourisme culturel, souvent autour d'un grand site privilégié,
- une dominante liée aux savoir-faire et aux filières, autour du développement de l'artisanat,
- une dominante liée au cadre de vie, autour de la valorisation des paysages et du petit patrimoine, de l'attractivité du territoire et des activités de services.

Cela ne signifie pas toutefois qu'il existe un modèle de PEP reproductible tel quel, modèle fondé soit sur un mode de valorisation du patrimoine, soit sur un périmètre type, soit sur des instances de gestion aux caractéristiques communes. La nature du patrimoine, la diversité des acteurs engagés, confèrent à chaque PEP et à son territoire, sa personnalité et sa vitalité propre.

2.4.3.5. Evaluation

La démarche des PEP a montré que la patrimoine peut être utilisé comme ressource dans un projet de territoire. Les actions, fondées sur la proximité de la ressource (savoir-faire, matériaux, paysage dans son ensemble) ont avant tout produit des effets sur la population locale : communication, appropriation locale – notamment par la connaissance- services à la population (en particulier les formations supérieures proposées par les chambres consulaires) et surtout la création d'activités (et donc d'emplois), où l'on retrouve souvent des savoir-faire traditionnels utilisant des matériaux locaux.

La DATAR, dans l'ouvrage Pays d'Art et d'Histoire et Pôles d'Economie du Patrimoine⁸⁸, fait par ailleurs quelques constats :

- le patrimoine est un facteur de cohésion sociale, rappelant le rôle-clé de certains PEP dans la construction de « nouveaux » territoires (pays, agglomérations).
- L'intérêt porté aux PEP témoigne de la renaissance des identités régionales et locales pour ce qui les caractérise.
- Le développement économique local passe par des mécanismes de solidarité, de partage de projets au profit d'enjeux communs entre les acteurs d'un même territoire.

⁸⁸ page 37

Les VPAH et les PEP relèvent tous deux d'une démarche d'aménagement culturel du territoire, de projet de développement local fondé sur la ressource patrimoine. Ils en adoptent d'ailleurs la même définition élargie. Ils s'appuient tous deux sur des territoires de projet, en s'assurant une gestion de proximité. Des rapprochements entre les deux démarches sont régulièrement envisagés, et le CIADT rural de septembre 2003 a pris la décision de mettre ce projet à exécution, dans un souci de simplification et de déconcentration des procédures. Un synopsis du projet a été publié.

SYNTHESE DE LA TYPOLOGIE

Exemple	PROTOCOLE DE DECENTRALISATION ISEROIS	VP AH	PEP
Collectivité porteuse du projet	VRAI	Selon les cas. Au minimum partenariat par le biais d'une structure associative)	Selon les cas. Au minimum partenariat par le biais d'une structure associative)
Territoire concerné	département	Commune, agglomération, pays, autre EPCI	Commune, agglomération, pays, autre EPCI
Action engagée depuis longtemps	VRAI	Vrai quand l'action est un succès. Est une cause d'échec (source : évaluation des VPAH/PEP)	Vrai quand l'action est un succès. Est une cause d'échec (source : évaluation des VPAH/PEP)
Partenariat	VRAI	VRAI	VRAI
Partenaire principal	Etat	Etat	Etat
Type de patrimoine	national	proximité	Proximité
Patrimoine de proximité	VRAI	VRAI	VRAI
Moyens financiers	VRAI	VRAI	VRAI
Moyens humains	VRAI	VRAI	VRAI
Rôle des associations	Pas déterminant	VRAI	VRAI
Valorisation économique	FAUX	VRAI	VRAI
Participation au sentiment identitaire	VRAI	VRAI	VRAI
Animation en faveur de la population locale	VRAI	VRAI	VRAI
Volonté de reconnaissance territoriale	VRAI	VRAI	VRAI
Projet de territoire	Pas déterminant	VRAI	VRAI

Résultat	échec	Selon les cas	Selon les cas. Echec dans le cas du Grand Saumurois
----------	-------	---------------	--

Dès lors qu'il s'agit de prendre en charge le patrimoine, la volonté de reconnaissance territoriale est sous-tendue. Le partenariat avec l'Etat est une manière de formaliser des actions entreprises depuis longtemps. Les facteurs des échecs et succès demanderaient une analyse plus approfondie des cas.

Conclusion de la partie

Sauvegarde, restauration, ré-affectation, transmission sont les piliers d'une action en faveur du patrimoine de proximité.

Pour valoriser ce patrimoine⁸⁹, il faut le connaître (recherches documentaires, réflexion sur la rareté d'un site) mais également le faire connaître, c'est à dire en assurer sa promotion donc attirer l'attention sur la valeur patrimoniale de l'objet (histoires, fonctions,...) et lui donner un sens. L'objet le plus humble peut en effet témoigner d'une histoire, d'un mode de vie, et son aspect esthétique passe alors au second plan. C'est en ce sens que le patrimoine de proximité prend tout son intérêt. Ensemble diffus, il participe activement à une politique de qualité de la vie. Dans le contexte de mondialisation des échanges et de la concurrence que se livrent les territoires, le patrimoine de proximité contribue à affirmer la différence par l'argument de la qualité de vie.

Mais le patrimoine de proximité ne contribue pas seulement au plaisir esthétique et à la qualité de la vie : il ancre une population dans son histoire, ses racines (héritées ou **re-crées**) et donne du sens au territoire. Comme tel, il est un des éléments constitutifs de l'identité locale et du sentiment d'appartenance, moteur de citoyenneté et de solidarité.

Ce sont donc les acteurs de la proximité qui sont les plus légitimes pour prendre en charge un patrimoine qui renvoie au quotidien (passé ou présent). Leur légitimité est d'autant plus grande que l'Etat se désintéresse de ce type de patrimoine, tout en réaffirmant son emprise sur un patrimoine d'intérêt national. L'insertion du patrimoine de proximité dans des politiques d'aménagement plus globales permet de prendre en compte la question d'une valorisation économique, permettre une animation qui touche la population locale, et de ce fait renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté.

⁸⁹ La valorisation est dite directe lorsqu'elle porte en priorité sur l'objet lui-même, indirecte lorsqu'elle vise d'abord son environnement ; dans les deux cas, l'un conforte le statut de l'autre.

III) Le cas du grand saumurois

Le grand saumurois est un territoire où l'action en faveur du patrimoine est importante et multiple (du label patrimoine mondial de l'humanité aux associations de sauvegarde du patrimoine local). C'est donc un territoire particulièrement intéressant pour analyser l'action portée sur le patrimoine et le patrimoine de proximité en particulier.

Par l'analyse des acteurs, nous allons essayer de situer les actions les unes par rapport aux autres et de déterminer s'il existe une corrélation entre patrimoine de proximité et action publique locale.

3.1 Présentation du territoire du grand saumurois

Le territoire choisi, le grand saumurois reprend le périmètre du pôle touristique international (P.T.I.). La ville de Saumur, les pays Sud-Saumurois et Loire-Authion composent ce territoire. On a affaire à deux entités rurales autour du fleuve (la Loire) et d'un pôle urbain, rassemblant 125 826 habitants sur 74 communes.

Les chartes des pays sont en cours d'élaboration.

Il semble nécessaire de faire un rapide historique du territoire, afin de mettre en évidence les périodes dont il pourrait subsister des vestiges.

On sait peu de choses sur l'histoire du saumurois avant l'an 800. Néanmoins, on a retrouvé des vestiges préhistoriques dans la région, attestant d'un peuplement précoce. Avec 9 dolmens encore debout, 7 dolmens effondrés (ou disparus, mais à l'existence bien étayée), avec 7 autres vestiges mégalithiques, la zone suburbaine du Sud-Saumurois présente l'une des plus fortes densités françaises en monuments préhistoriques.

Le peuplement du Grand Saumur est d'abord périphérique et marqué par un fort contraste entre les deux rives de la Loire. La population, anciennement installée sur le plateau dominant le Thouet (rive gauche), se rapproche de la Loire à l'époque gallo-romaine, où la route des crêtes constitue un axe structurant.

On ne sait pas bien qui est à l'origine de l'établissement, le château ou le monastère. Saumur est-elle d'abord un château, à l'abri duquel s'installe un monastère ? Ou bien un monastère qui est fortifié après sa fondation ? Les sources et les premières chroniques, provenant quasi exclusivement des moines de Saint-Florent, posent de sérieux problèmes d'interprétation. Il semble que cette localisation résulte bien d'un « manque » de villes relativement importantes, pouvant servir de relais entre Angers et Tours.

En l'an 1000, Saumur est devenue une ville, en ce sens qu'elle structure un espace rural environnant. Forteresse dominante, centre de marché, but de pèlerinage, Saumur est devenue d'une façon définitive la capitale politique, militaire, religieuse et financière de la région. Mais ce Saumurois est encore réduit : si le bourg de Gennes est compris dans la zone, Doué et Montreuil conservent leur autonomie ; au nord, l'attraction saumuroise se limite à la Vallée, sans déborder

sur le plateau, et Bourgueil demeure sous la tutelle directe de la fondatrice de l'abbaye. L'importance nouvelle de la colline du château entraîne un glissement de la population, qui se resserre sur l'axe entre Nantilly et la Loire. La rive gauche du Thouet, jadis zone la plus peuplée, marque le pas. Bagneux n'est pas encore cité. Quelques familles de troglodytes se regroupent derrière l'église de Saint-Hilaire, mais, décrivant les alentours de Saint-Florent le Jeune en 1026, l'*Historia foundationis* écrit : « les habitants étaient encore éloignés et rares ».

De nombreuses constructions romanes apparaissent dans le paysage saumurois : de Fontevault à Cunault et en particulier à Saumur les églises de Nantilly, Saint-Nicolas...

C'est à partir de cette époque que le comte d'Anjou annexe la région, territoire stratégique du fait de sa proximité avec la Touraine à l'est et le Poitou au Sud.

A la charnière des XV-XVI^{èmes} siècles, la région de Saumur est fortifiée par le gouverneur Duplessis-Mornay.

L'une des particularités du patrimoine saumurois est la construction en pierre de taille. Celle-ci date du milieu du XVI^{ème} siècle. En 1644, Brackenhoffer décrit Saumur : « Les maisons de la petite ville sont pour la plupart vieilles et en bois ; mais on les démolit l'une après l'autre et on les rebâtit en pierre. Comme on en bâtit tous les jours et que, parmi, il y a déjà beaucoup de belles maisons en pierre, il y a, dans le voisinage du temple, une rue toute bâtie de maisons neuves ».

En 1763, la fondation de l'Ecole de Cavalerie pour les Carabiniers de Monsieur, frère du Roi Louis XIV redonne vie à Saumur qui devient alors la ville du cheval. Cette école devient très vite célèbre et en 1814, on assiste à la création de l'Ecole Royale de Cavalerie, le futur Cadre Noir.

Les vendéens de l'armée catholique et royale remportent des victoires, la ville est occupée mais vite reprise par les républicains et la Terreur s'installe.

En juin 1940, les cadets de l'Ecole de Cavalerie, avec de faibles moyens, opposent une résistance héroïque à l'armée allemande. La ville subit les bombardements en 1940 et 1944. Le patrimoine est très affecté. L'après-guerre est marqué par la reconstruction de Saumur et le développement de nouveaux quartiers.

3.2 La méthode et le questionnaire

La méthode utilisée est celle d'entretiens qualitatifs semi-ouverts, complétée par l'étude de documents de communication des différentes structures rencontrées afin de bien saisir « ce qui est donné à voir ».

Il ne m'a pas été possible de rencontrer des élus (je me suis donc appuyée sur le colloque angevin « habitat ancien et patrimoine de proximité » organisé par l'association des maires du Maine-et-Loire pour faire une rapide analyse). J'ai également souhaité rencontrer un membre du service patrimoine de la ville de Saumur et M. Christophe FENNETEAU conseiller au service Action culturelle dans l'architecture et le patrimoine (animation) de la DRAC. Ces entretiens n'ont pu avoir lieu essentiellement pour des raisons matérielles (congrés scolaires de la zone, disponibilités, stage de Magistère 3). Je n'ai pas eu l'accès aux archives du PTI, je me suis donc appuyée sur des documents personnels (2001 ;2004 principalement) pour analyser ce qui est donné à voir du saumurois en France et à l'étranger (échelles d'intervention).

L'objectif de ces entretiens était de mettre à plat les actions menées sur le territoire saumurois en matière de patrimoine, quels étaient les partenariats ou les conflits entre ces opérateurs et dans quelles mesures ces acteurs locaux participaient à la construction d'un patrimoine de proximité, quels en étaient les objectifs (et notamment qu'en était-il de la sensibilisation à la population locale et, à une autre échelle, de la mise en visibilité du territoire saumurois) et leurs moyens d'action.

3.3. Acteurs locaux du patrimoine et patrimoine de proximité

Au cours des entretiens semi-dirigés que nous avons effectué en avril 2004, tous les acteurs locaux rencontrés reconnaissent leur investissement ponctuel pour le patrimoine de proximité, quand celui-ci n'est pas l'objet central de leurs actions.

Pour les opérateurs les moins engagés, cet investissement se fait par le biais d'aides financières :

**Les principaux dispositifs publics européens et nationaux d'aide aux communes et leurs groupements en matière de rénovation du petit patrimoine
(mis en œuvre dans le Maine-et-Loire)**

ORGANISME	CONSEIL DE L'EUROPE	CONSEIL DE L'EUROPE	MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	CONSEIL REGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE	CONSEIL GENERAL DE MAINE ET LOIRE
ORDONNATEUR	PREFECTURE DE REGION	PREFECTURE DE REGION	DRAC DES PAYS DE LA LOIRE	DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE	AFFAIRES CULTURELLES ET SPORTIVES
MESURE - IMPUTATION	Mesure 23 œ sous mesure 231	Mesure o	ch. 66.20.60	Patrimoine régional	ch. 912-39 - a. 130-542 collectivités ch. 914-39 - a. 130-542 prop. privés
FONDS	FEDER (Fonds Européen de Développement Régional)	FEOGA (Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole)	PRNP (Patrimoine Rural Non Protégé)	PNP (Patrimoine Non Protégé) et centres anciens protégés	Restauration du PRNP (Patrimoine Rural Bâti Non Protégé)
ACTIONS CONCERNEES	Etudes, projets, travaux Valorisation et restauration du patrimoine rural, actions culturelles, touristiques et économiques	Etudes, projets, travaux Aménagement et mise en valeur, restauration et amélioration du patrimoine bâti rural	Edifices présentant une qualité architecturale et technique Restauration, mise en valeur des travaux extérieurs	Edifices à intérêt architectural certain Mise hors d'eau et hors d'air	Projets, travaux Valorisation et restauration d'édifices avec accueil du public, actions culturelles et touristiques
BENEFICIAIRES	Etat, collectivités, sociétés, associations, propriétaires publics et privés	Communes de moins de 2000 hab œ collectivités, associations, particuliers	Propriétaires privés et publics dans les communes de moins de 3000 hab	Collectivités locales des communes de moins de 3000 hab	Propriétaires publics et associations
TAUX D'INTERVENTION	25 à 30 % du coût total des travaux œ aide ne dépassant pas 50 % des financements publics	25 % du coût total des travaux œ les subventions publiques ne devant pas dépasser 80 % du coût total	10 à 15 % du montant des travaux HT ou TTC	20 % du montant des travaux avec un plancher de subvention de 1000 ? - et un plafond de travaux/an de 91 000 ?	30 % des subventions totales avec plafonnement à 75000 ?an/édifices du montant HT ou TTC

Source : Compte rendu « Habitat ancien et Patrimoine de proximité : Quelle valorisation ? »

(13 janvier 2004), exposé de Dominique Latron, Architecte des Bâtiments de France

A ces aides, on peut ajouter celles de l'ANAH, qui mène désormais une action plus ciblée dans le cadre d'OPAH. Outre les actions classiques, il est maintenant possible, dans des zones particulières comme les ZPPAUP, les zones sauvegardées, de solliciter auprès de l'ANAH une

procédure particulière qui s'appelle « travaux d'intérêt architectural » et qui permet de débloquer certains travaux et d'avoir des subventions majorées sur les travaux considérés comme d'intérêt architectural. En 2003, et malgré quelques dysfonctionnement, l'ANAH a mobilisé dans le Maine-et-Loire près de 5,6 M d'Euros.

3.3.1. La région

La région Pays-de-la-Loire est surtout un partenaire financier en ce qui concerne la valorisation du patrimoine. Elle apporte notamment des aides au patrimoine non protégé.

3.3.2. Le département

Le département mène une action culturelle active, disposant notamment d'un service patrimoine. Depuis plus de quinze, il dispose d'un service de pré-inventaire. La mission relève du repérage, collectant des informations pour d'éventuels dossiers d'instruction en vue d'un classement ou d'une inscription. En ce qui concerne le patrimoine de proximité, il est nécessaire d'effectuer un inventaire. D.Brossier, conseiller général, a, lors d'un colloque, suggéré que cet inventaire soit réalisé par les techniciens des services départementaux, s'appuyant sur les intercommunalités, les associations de sauvegarde locales et les sociétés d'histoire locale.

La compétence principale du département porte sur la gestion des bâtiments. Il assure ainsi la gestion des sites dont il est propriétaire sur le Saumurois : l'abbaye d'Asnières et le château de Montsoreau.

Une aide particulière a été mise en place pour la restauration des églises non protégées au titre des monuments historiques. Cette aide est accordée par le Conseil Général.

Le Conseil Général mène de plus en plus des actions ponctuelles en faveur du patrimoine de proximité, notamment par le biais de subventions. Ce partenaire financier est souvent en concurrence avec la Fondation du patrimoine, refusant jusqu'au début de l'année 2004 d'adhérer (en tant que collectivité) à la Fondation.

Il mène aussi une action indirecte, c'est-à-dire par le biais d'Habitat 49, office public départemental d'HLM de Maine et Loire (qui travaille dans 260 communes sur les 363 que compte le département). Une des missions que lui a confiée le Conseil Général, est d'aider les communes rurales à réhabiliter leur petit patrimoine et notamment les centres bourgs.

3.3.3. Les communes et les intercommunalités

La participation des communes dans la gestion patrimoniale se fait surtout par le biais du vote des budgets, des subventions des associations, du Parc Naturel Régional, de partenariats (par exemple avec la CCI) ou encore de l'adhésion à des programmes ou des structures (comme la Fondation de France).

La commune de Saumur possède un service patrimoine, au sein duquel travaille un architecte de l'école de Chaillot.

C'est avant tout sur le patrimoine de proximité que se porte l'intérêt patrimonial des communes et de leurs élus. La principale raison est le poids financier que peuvent supporter ces communes : bien que le château de Saumur appartienne à la commune depuis 1905, celle-ci n'est pas en mesure d'effectuer les travaux nécessaires suite à l'effondrement d'une partie du rempart.

Ce qui caractérise le Saumurois est justement « l'abondance » d'un patrimoine vernaculaire en tuffeau. Pour beaucoup de communes, ce patrimoine communal est vécu comme

un véritable fardeau, les charges (propriété, opérations de réhabilitation en centre bourg...) sont trop importantes. Ce patrimoine est considéré dans certains cas comme un frein au développement économique⁹⁰. De plus, les contraintes techniques sur des opérations menées sur des édifices en tuffeau sont lourdes, ce à quoi il faut ajouter les contraintes imposées par l'ABF sans concertation avec les collectivités (locales, départementales, nationales ou autres), [qui] donnent des opérations pratiquement impossibles à financer⁹¹. Cependant, au court du même colloque, un élu fait remarquer que « quand on rénove au centre du bourg, il n'y a pas de voirie, de réseaux à créer, de circuits d'ordures ménagères à allonger, ... L'habitant qui coûte le moins cher en terme d'investissement est bien celui qui habite en centre bourg ».

Les communes rurales en particulier ont donc tout intérêt à mener une action sur le patrimoine de proximité, d'autant que c'est sur cet ensemble que repose une action collective de qualification du territoire. La commune de Montreuil-Bellay communique sur ses héritages matériels, non pas en évoquant tel ou tel édifice, mais en parlant d'ensemble diffus, participant à « une qualité de vie ». Si l'appartenance à un territoire commun est nette et revendiquée (qualité de vie, art de vivre sont les principales expressions relevées pour communiquer sur le Saumurois), des stratégies ont été élaborées pour se différencier à l'intérieur de ce périmètre. C'est ainsi que de nombreuses communes adhèrent à des labels (villes fleuries, villages de France, petites cités de caractère de Maine-et-Loire...), mais cette démarche a des limites en particulier en terme de lisibilité : « les gens commencent à ne plus s'y reconnaître dans ces labels »⁹².

Or, c'est bien sur le patrimoine de proximité que peut être portée une véritable politique patrimoniale locale. Les élus disposent d'outils réglementaires pour appuyer cette action en matière de réhabilitation et de mise en valeur du patrimoine non protégé. Si la ZPPAUP est sans doute la procédure la plus adaptée (et notamment parce qu'elle permet une véritable concertation entre les partenaires, et donc de faire émerger un projet de territoire), il ne faut pas négliger les PLU et la carte communale, qui depuis la loi urbanisme et habitat dispose d'éléments qui permettent aux élus de mettre en place une véritable politique de sauvegarde du patrimoine. B.Letellier⁹³ lors du colloque a insisté sur ce point, car pour lui il est nécessaire que la collectivité prenne en charge, et de façon très volontaire, cette question. Selon lui, l'exemple du Saumurois est intéressant dans la contribution du patrimoine de proximité à l'identité du territoire. La dynamique engagée utilise le patrimoine au sens large du terme comme levier pour définir, mettre en avant des sentiments d'appartenance collective, d'appartenance à un Pays.

A l'issue de cette intervention, d'autres enjeux (que l'on pourrait qualifier d'intérêt communal) ont également été soulevés :

- Économiques puisqu'il s'agit de renforcer l'attractivité de la commune, et sur un autre plan permettre à des artisans locaux d'intervenir lors de travaux
- L'aspect social et culturel puisque l'on fait revivre une page de l'histoire, mais également social, bien souvent en effet des associations se constituent pour la préservation de ce patrimoine.
- L'intérêt pédagogique, car « rien ne remplace le discours in situ ».

⁹⁰ entretien avec M.Gachet, SDAP Maine-et-Loire, 27/04/2004

⁹¹ C. Gillet, président Habitat 49, colloque Habitat ancien et patrimoine de proximité, op.cit.

⁹² entretien avec M.Gachet, op.cit.

⁹³ Bruno Letellier, directeur du CAUE 49, colloque op.cit.

J. Lafaille, délégué départemental de la Fondation du Patrimoine résume ces enjeux de façon volontairement très simplifiée : « Si, dans leur village, on peut intéresser les propriétaires privés à embellir leurs biens par la défiscalisation, c'est positif pour le village. Plus les bâtiments seront restaurés, plus le village sera beau, plus les habitants auront plaisir à y vivre, plus de personnes viendront s'y installer, voire des touristes, ce qui pourra permettre le maintien des commerces de proximité. Cela fait travailler essentiellement des artisans locaux. Cela contribue à la réduction du chômage, à la formation professionnelle... »⁹⁴

La commune est la collectivité de la proximité. Elle est donc presque naturellement le chef de file d'une action portant sur le patrimoine de proximité. On y retrouve les enjeux liés à la constitution d'une identité, permettant de forger une image qui se démarque d'autres territoires, au développement économique, culturel et social.

3.3.4. La DRAC Pays-de-la-Loire

La DRAC conduit en région la politique nationale du patrimoine, avec notamment l'instruction des dossiers de protection, la participation aux ZPPAUP et aux Secteurs Sauvegardés par le biais de la CRPS.

Dans les Pays-de-la-Loire, 1943 édifices sont protégés au titre des Monuments historiques soit près de 5% du patrimoine national. La Région se situe au 11^{ème} rang national. 4421 objets sont protégés au titre des monuments historiques dans la région des Pays de la Loire. Le Maine-et-Loire est le premier département en dotation, au sein de cette répartition départementale, « le Saumurois est bien placé »⁹⁵.

Dans le Saumurois, on arrive à une « saturation des monuments historiques : on constate une certaine stabilisation dans le nombre de demande de protection ». On compte pas moins de 7 édifices inscrits et 17 édifices classés uniquement sur le territoire communal de Saumur. Toutes les communes du périmètre ont fait l'objet d'au moins une étude de la DRAC⁹⁶ (au moins une notice de l'Inventaire Général). A titre d'exemple, la commune d'Ambillou-Château compte 49 études (dossier de protection, notices Inventaire Général portant sur les édifices et les objets mobiliers).

Le Secteur Sauvegardé du centre historique de Saumur a fait l'objet d'une récente extension (750 ha maintenant). Une ZPPAUP intercommunale entoure le secteur sauvegardé. On compte 3 autres ZPPAUP sur le territoire (Coudray-Macouard ; Montreuil-Bellay ; Montsoreau).

Outre ses fonctions classiques (Inventaire, monuments historiques), la DRAC Pays-de-la-Loire est amenée à reconsidérer son action, en se tournant vers les « nouveaux patrimoines » (service « Ethnologie, patrimoine fluvial et maritime »), les nouvelles demandes pour intégrer le patrimoine dans les politiques locales (animation : Service « Action culturelle dans l'architecture et le patrimoine » ; aide à l'élaboration des documents d'urbanisme et de la constitution des dossiers d'étude d'impact Service « Coordination, patrimoine, urbanisme »).

⁹⁴ entretien avec J.Lafaille, Fondation du Patrimoine, délégation départementale à Saumur, 09/04/2004

⁹⁵ entretien avec M. Gros, adjoint au CRMH, DRAC des Pays de Loire, 29/04/2004

⁹⁶ source : ministère de la Culture, février 2004

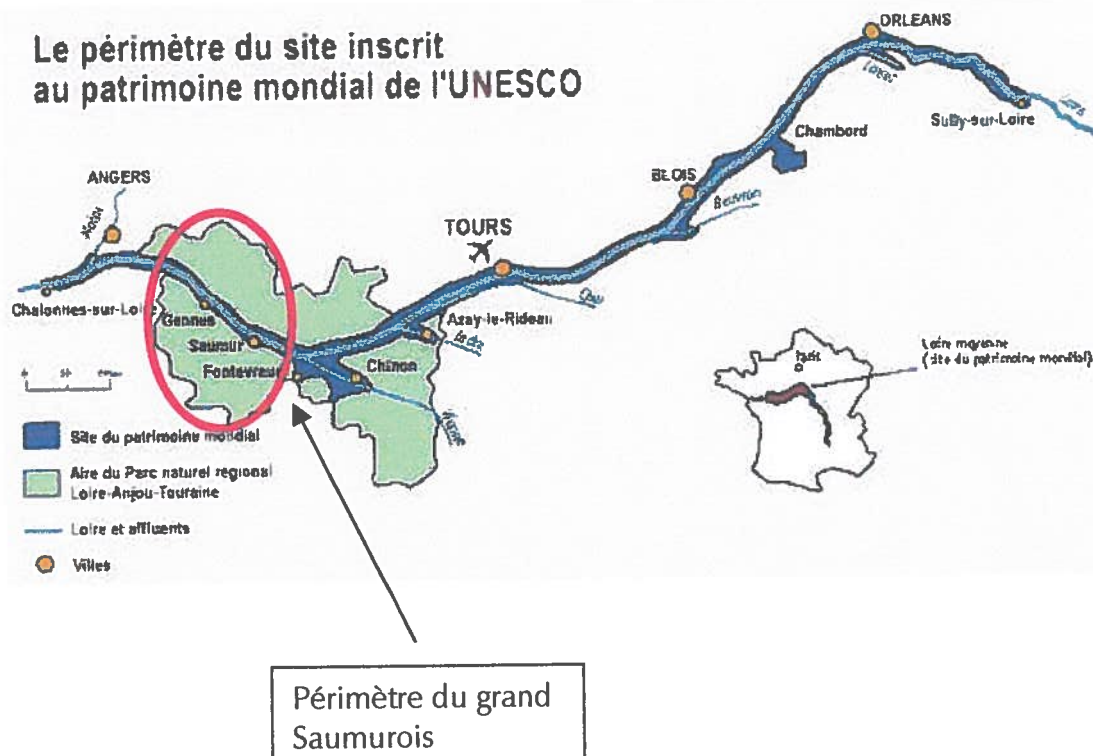
En plus des supports techniques, la DRAC est aussi un partenaire financier, qui intervient dans des financements croisés, notamment pour les travaux sur les édifices patrimoniaux (y compris le patrimoine non protégé).

3.3.5. Le SDAP du Maine-et-Loire

Le SDAP est régulièrement sollicité pour avis et aides (financières, techniques) dans l'élaboration de projets à caractère patrimonial et de documents d'urbanisme. Dans le Maine-et-Loire, le saumurois est considéré comme « la perle du département »⁹⁷, le nombre d'éléments protégés, de labels (jusqu'à en perdre la lisibilité) le prouve. Cependant, on constate un certain déséquilibre sur le territoire du grand saumurois. Il semble que « la culture patrimoniale », qui explique le nombre élevé d'actions engagées, ne soit pas aussi forte « du côté de l'Authion ». Le SDAP (et les Architectes des Bâtiments de France) est les premiers interlocuteurs des collectivités et des associations dans la gestion du patrimoine de proximité.

⁹⁷ Entretien avec M.Gachet, Architecte des Bâtiments de France, SDAP Maine-et-Loire

Le périmètre du site inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO



Source : Mission Val de Loire

3.3.6. La mission Val de Loire

Le 4 décembre 2000, le Val de Loire est inscrit sur la liste du patrimoine mondial au titre de paysage culturel. Il s'agit de prendre en compte la qualité des paysages ligériens, la diversité biologique, tout en incluant des sites remarquables, comme l'abbaye royale de Fontevraud. La promotion et la valorisation du label sont assurées par la Mission Val de Loire. Ses principaux partenaires sont les collectivités et le Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine.

Au-delà des sites de notoriété internationale (châteaux), la Mission Val de Loire promeut les sites de proximité (paysages du fleuve, milieu naturel (faune et flore) des parcs et réserves, patrimoine vernaculaire de la viticulture et de la marine de Loire ...). Il s'agit là d'endiguer un tourisme de masse véhiculé par la « consommation » des seuls châteaux pour développer des activités touristiques de qualité « au bénéfice du développement local dans le respect des modes de vie des habitants, des paysages et du milieu naturel ». La démarche engagée est celle du « tourisme durable », permettant « découverte fine des éléments diffus qui forment l'essence d'un paysage culturel ».

Labelliser un territoire par le biais de l'UNESCO est un élément important dans le positionnement d'un espace à l'échelle internationale. Cette reconnaissance officielle (et mondiale) de spécificités culturelles et patrimoniales donne de la valeur ajoutée dans le cadre de la concurrence que se livrent les territoires. C'est d'ailleurs cette politique de l'image qui est mis en valeur dans le questionnaire que la Mission a adressé à 854 organismes et personnes-ressources, têtes de réseaux dans leur domaine d'activité ou considérés comme « gestionnaire » d'une partie

du patrimoine paysager et culturel inscrit au Patrimoine mondial de l'UNESCO⁹⁸. A la question « quelles sont vos attentes », si le soutien aux activités de gestionnaire et médiateur du patrimoine (qui caractérise l'activité des interrogés) est une priorité, il faut qu'il soit assorti « d'une reconnaissance de leurs activités à travers la qualification de leur image ». le fait de porter une action sur un territoire labellisé UNESCO conforte l'image de qualité de ces opérateurs, qui dans un même mouvement, par le biais de leurs actions participent à l'élaboration et la communication d'une image de qualité de ce même territoire.

On peut donc supposer que le patrimoine dont il est question a une valeur exceptionnelle. Or, comme nous l'avons vu précédemment, ce qui est réellement promu relève du patrimoine de proximité (patrimoine vernaculaire, modes de vie des habitants...). Et de fait, les éléments décrits dans le dossier de candidature relèvent « d'un patrimoine local »⁹⁹. Il s'agit d'une adaptation locale aux contingences locales dans un contexte local à un moment donné. Ce ne sont pas tant les éléments matériels eux-mêmes (le label est accordé au titre du patrimoine tangible) qui en font la valeur mondiale. C'est le fait que ces éléments matériels soient le témoignage matériel de la construction de la nation française, au moment où celle-ci s'affirme sur le plan international qui en fait la valeur mondiale.¹⁰⁰

Ainsi, c'est bien un patrimoine local que l'on met en visibilité, en lumière sous le regard du monde.

3.3.7. Le Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine

Créé en 1996, le Parc Naturel Régional mène des actions de sensibilisation, d'éducation et de formation en faveur du patrimoine naturel, rural et ethnologique. C'est l'un des principaux opérateurs du patrimoine de proximité. Le Parc Naturel Régional est en train d'élaborer sa stratégie patrimoniale et la révision de sa charte (en 2006).

L'une des actions emblématiques portées sur le patrimoine de proximité, en dehors des actions classiques des PNR- sentiers d'interprétation, randonnées, sensibilisation des scolaires, labellisation de produits et savoir-faire...- est celle des chantiers d'insertion. Le territoire se caractérise par une multitude de petits édifices troglodytes, lavoirs, fours à pain ou à fruits, loges de vigne...témoignant de l'histoire et de la culture locale mais souvent abandonnés. Ce patrimoine bâti vernaculaire est un élément identitaire très fort du territoire, il participe à la qualité des paysages et à l'attrait touristique de la région. Il constitue donc une opportunité de conduire une action transversale aux deux Départements et aux deux Régions sur lesquels le Parc s'étend. Deux constats ont été faits. Les travaux de restauration quand ils sont réalisés ne sont pas toujours respectueux des techniques traditionnelles. Le territoire du Parc, en majorité rural, est confronté à un taux de chômage de 20% dans le saumurois qui touche également les jeunes (25 à 30 % des personnes inscrites dans les ANPE fin 1997). Par ailleurs, on constate une désaffection

⁹⁸ questionnaire « Vous et le Val de Loire », 2002, présentation des résultats lors des Rendez-vous du Val de Loire 25 novembre 2002

⁹⁹W. Ebert, expert pour le compte de l'UNESCO, Comité Stratégique, candidature du bassin minier Nord-Pas-de-Calais, 17/06/2004

¹⁰⁰W. Ebert, op.cit.

pour les métiers du Bâtiment qui entraîne des difficultés de recrutement d'ouvriers qualifiés par les entreprises du secteur.

L'action menée veut conjuguer la formation professionnelle avec une forte sensibilité au patrimoine et un intérêt pour la mise en valeur de petits édifices ruraux. Elle consiste à cibler des sites (suite à des travaux « d'inventaire » des E.P.C.I.) et engager une équipe pour y conduire les travaux de restauration. Les jeunes et les adultes bénéficient d'une formation pré-qualifiante organisée par le Centre de Formation Professionnelle (CFA) et sont encadrés par des professionnels du bâtiment. Une fois l'édifice restauré, il est valorisé par des actions ponctuelles de sensibilisation ou d'animation (ex : éclairage nocturne, spectacle théâtral autour des loges de vigne...).

Les actions menées par le Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine se font par le biais du partenariat (convention le plus souvent) sur des opérations ponctuelles jusqu'à présent. Outre les collectivités qui sont adhérentes, le PNR mène des actions avec la Fondation du Patrimoine (PNR : assistance technique lors de travaux), la DRAC (inventaire, convention en cours) et les « grandes » associations.

S'il souffre d'un manque de lisibilité (y compris auprès des communes), le PNR n'en mène pas moins une politique active en faveur du patrimoine de proximité afin que la population locale se l'approprie (sensibilisation, information : circuits, expositions itinérantes, sorties scolaires...).

3.3.8. Le rôle de la Fondation du patrimoine

La plupart des actions en lien avec le patrimoine de proximité se font par le biais d'un partenariat avec la Fondation du patrimoine.

Il n'est pas inutile de rappeler que le rapporteur de la mission sur la pertinence de la création d'une Fondation du patrimoine était le maire de Saumur ; l'échelon le plus représenté par les délégations de la Fondation est l'échelon régional, mais le Maine-et-Loire bénéficie d'une délégation départementale, située à Saumur.

La Fondation est très présente sur le territoire, 60% des communes du Maine-et-Loire y adhèrent (pour le Grand Saumurois, toutes sont adhérentes sauf deux) et 10% des labels délivrés en 2003 venaient de la délégation du Maine-et-Loire (dont 40% venaient du Saumurois).

3.3.9. Les associations

Le Maine-et-Loire compte beaucoup d'associations locales qui se mobilisent autour d'édifices spécifiques. Elles jouent volontiers le rôle de « la mouche du coche » pour alerter et sensibiliser tout à la fois les pouvoirs publics et la population locale. Certaines d'entre elles sont des partenaires récurrents lors de l'organisation de manifestation avec le Parc Naturel Régional.

26 associations¹⁰¹ ont leur siège situés dans le Saumurois¹⁰². Nous étudierons celles-ci particulièrement, même si d'autres associations non comptabilisées interviennent sur le territoire.

¹⁰¹ elles mènent une action suffisante pour être reconnu comme telle par les pouvoirs publics

¹⁰² Sources : FNASSEM, Fondation de France, ville de Saumur, PTI. Il s'agit d'association qui mènent une action en faveur du patrimoine bâti (pas seulement parfois).

Six d'entre elles mènent une action qui dépasse les « frontières » du saumurois : les carrefours Anjou-Touraine-Poitou et Touraine-Poitou, qui agissent principalement dans le cadre du Parc Naturel Régional et de la Mission Val de Loire ; de l'office du tourisme du pays saumurois ; des Amis du Cadre Noir, dont l'objectif est d'accroître le rayonnement du Cadre Noir en France et dans le monde ; le Centre Culturel de l'Ouest (CSO), qui organise la défense, l'animation et la promotion de l'abbaye¹⁰³ ; et de la délégation départementale de la Fondation du Patrimoine.

Les autres associations sont d'obédience plus locale et nous les avons analysées succinctement à l'aide de la grille méthodologique mise en place par le CERAT.

Ces associations se mobilisent autour du patrimoine de proximité, menant des actions d'animation (visites, expositions) principalement. L'importance relative du nombre de ces associations met en valeur le « culture patrimoniale » de la population du Grand Saumurois.

3.3.10. Le PTI (pôle touristique International)

Cette association loi 1901 a pour objet de mener une politique touristique active pour « promouvoir [le territoire] en France et à l'étranger ». Elle est gérée par la C.A.sauumur-Loire-Développement, la C.C.I., le syndicat mixte Loire-Authion et le syndicat mixte du Saumurois.

C'est cette association qui est chargée de la diffusion de l'image du territoire. Les documents de communication font apparaître la place croissante occupée par le patrimoine de proximité. Il s'agit en quelque sorte « d'une nécessité par défaut »¹⁰⁴. En effet, en l'absence de véritable « site-locomotive », c'est la diversité de l'offre (qui repose sur la richesse patrimoniale locale) qui permet au Saumurois de rester un territoire attractif (en termes de retombées touristiques).

Cette association est donc chargée en quelque sorte de « donner à voir » le territoire. S'il ne nous a pas été possible de consulter les archives, l'étude de quelques documents personnels (brochures d'information principalement) sur les trois dernières années nous permet de dire que ce qui est donné à voir relève avant tout du patrimoine de proximité. On a ainsi pu constater que l'évolution de la charte graphique faisait disparaître le château (produit d'appel) au profit d'édifices en tuffeau, de troglodytes et de gabares ligériennes. Les sites qui sont présentés relèvent tous du patrimoine de proximité, sauf à de rares exceptions, comme l'abbaye royale de Fontevraud ou le musée national des blindés.

Ce qui est donné à voir au monde (pôle international) par les collectivités, par le biais du PTI relève du patrimoine de proximité.

¹⁰³ Nous ne traiterons pas le cas particulier de l'Abbaye Royale de Fontevraud

¹⁰⁴ entretien avec M.Garreau, pôle patrimoine, CCI, 28/04/2004

Conclusion de la partie

Le cas du grand Saumurois n'est sans nul doute pas suffisamment analysé pour que l'on puisse en tirer des conclusions générales. Cependant, on peut quand même noter qu'une « pratique active » du souci du patrimoine (cf saturation des édifices protégés) donne naissance à une culture patrimoniale, plus apte à prendre en considération un patrimoine « mineur ».

Cette prise en charge permet de qualifier un territoire, lui accolant des images de bien-être (qualité de vie, douceur de vivre) et lui permettant de se distinguer nettement des autres territoires.

En analysant les document du PTI, organisme chargé de promouvoir l'image du territoire du Grand Saumurois internationalement, il ressort que ce qui est donné à voir relève du patrimoine de proximité. Ce type de patrimoine est donc un outil dans la différenciation des territoires.

CONCLUSION

L'enjeu autour du patrimoine n'est pas tant sa protection que l'insertion de celui-ci dans un projet de territoire. Dès lors, en rendant à nouveau les objets pointés vivants (par leur utilisation), on concourt de ce fait à les maintenir (protection). En ce sens, les nouveaux médiateurs sont tout aussi légitimes que l'Etat pour se saisir du patrimoine dans son ensemble, y compris sur le domaine réservé de l'Etat (Isère).

Or, dans la mesure où l'Etat ne cesse de réaffirmer son autorité dans la politique du patrimoine : il ne reste plus que le champ du patrimoine de proximité pour ces nouveaux médiateurs. Les collectivités s'en sont d'autant plus facilement saisies que l'Etat délaisse ce champ. L'insertion du patrimoine de proximité dans une politique plus générale permet de traiter plusieurs problématiques : aménagement urbain, habitat, environnement... Le patrimoine est, par ailleurs, l'objet de nombreux enjeux : enjeu économique (jusqu'à transformer en véritable industrie, où les acteurs du tourisme sont devenus de véritables prescripteurs de patrimonialisation en pointant les éléments susceptibles d'intéresser le marché) ; enjeu identitaire car il renvoie à l'identité et à la mémoire (même réinventée) des groupes sociaux; enjeu territorial, il est l'une des bases de la politique de l'image permettant la différenciation des territoires (exemple du P.T.I.).

Les collectivités locales ne sont pas les seules qui se saisissent du patrimoine de proximité. Les associations en particulier mènent une action importante. En raison des moyens humains dont elles disposent, elles seraient les structures les plus actives en matière d'animation autour du patrimoine de proximité.

- Il convient sans doute de nuancer l'importance du patrimoine de proximité comme champ unique d'action des collectivités par rapport au patrimoine. L'impossibilité de se saisir du patrimoine dans son ensemble (y compris dans le champ des prescriptions relevant du domaine de l'Etat) relève sans doute du conjoncturel. Le département de l'Isère a su montrer ses capacités en la matière. La réforme de l'Etat est en route, ainsi que les tentatives d'expérimentations de la décentralisation culturelle.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- Richard BALME, Alain FAURE, Albert MABILEAU (dir.), Les nouvelles politiques locales *Dynamiques de l'action publique*, Presses de Science Po, 1999, 477 pages
- Emile BENVENISTE, « deux modèles linguistiques de la cité » p.272 à 280, in Problème de linguistique générale, 2, collection Tel, Gallimard, 1974, 283 pages
- Maurice BOURJOL, Les biens communaux, LGDG, collection décentralisation et développement local, 1989, 452 pages
- Françoise CHOAY, L'allégorie du patrimoine, Paris, Seuil, 1992, édition revue 1999, 263 pages
- Françoise CHOAY, Pierre MERLIN, Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement
- DATAR, Pays d'art et d'histoire et Pôles d'économie du patrimoine, La documentation française, Paris, 2001
- DATAR, Les pays, collection Territoires en mouvement, La documentation française, Paris, 2001, 100 pages
- Vincent DUBOIS, Philippe POIRRIER, Politiques locales et enjeux culturels, les clochers d'une querelle, XIXième XXième siècles, Comité d'Histoire du ministère de la Culture, Fondation MSH,
- Daniel J. GRANGE, Dominique POULOT (dir.), L'esprit des lieux, Le patrimoine et la cité, Presses universitaires de Grenoble, 1997, 476 pages
- Maria GRAVARI-BARBAS, Sylvie GUICHARD-ANGUIS, Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXIème siècle, Presses Universitaires de Paris-Sorbonne, 2003, 952 pages
- Xavier GREFFE, La valeur économique du patrimoine, Paris, 1990, 253 pages
- Bernard LAMIZET, Pascal SANSON (dir.), Les langages de la ville, Parenthèses, collection eupalinos, 1997, 177 pages
- Yvon LAMY (dir.), L'alchimie du patrimoine, Discours et politiques, édition MSHA, 1996, 530 pages
- Jean-Michel LENIAUD, L'utopie française, Essai sur le patrimoine, Mengès, 1992, 180 pages
- Pierre MOULINIER, Politique culturelle et décentralisation, Éditions du CNFPT, 1995. 303 pages
- Pierre MOULINIER, Les Politiques de la culture en France, Paris : PUF (Que sais-je ?), 1999, 127 pages

- Philippe POIRRIER, Jean-Pierre RIOUX (dir.), Affaires culturelles et territoires, Comité d'Histoire du ministère de la Culture, La Documentation française, 2001, 333 pages
- Hugues de VARINE, Les racines du futur : le patrimoine au service du développement local, Chalon-sur-Saône : asdic, 2002, 240 p.

ARTICLES/REVUES

- Alain BOURDIN, « Appartenance et territoires, vers le triomphe de « l'entre-soi » », p 171 à 197, in Repenser le territoire, un dictionnaire critique, sous la direction de S.Wachter, DATAR, éditions de l'Aube, 2000, 287 pages
- CERAT, *Développement culturel*, n°136, « Les Associations du patrimoine », 11 p., septembre 2001
- André CHASTEL, 1986. "La notion de patrimoine", in P. Nora (sous la direction de), Les lieux de mémoire, t. II, Paris, Gallimard, pp. 405-450.
- Isaac CHIVA, « le patrimoine ethnologique, l'exemple de la France », Encyclopédie Universalis, 1990, pages 229-241
- Guy DI MEO, « Patrimoine et territoire, une parenté conceptuelle », *Espaces et sociétés*, n°78, p. 15 à 34, L'Harmattan, 1995, 140 pages
- Thierry GASNIER, article « le local », Les lieux de mémoire, tome « Les Francs », collection Traditions, Paris, 1986, Gallimard
- Corinne LARRUE, Peter KNOEPPFEL, Environmental Protection, Subsidiarity Principle and spatial related Policies (Final Report), juillet 1998, 218 pages
- Jean-Michel LENIAUD, « L'Etat, les sociétés savantes et les associations de défense du patrimoine : l'exception française », revue administrative, n°295, avril 1997.
- Pierre MOULINIER, « Compétences et modes d'action de l'État et des collectivités territoriales en matière culturelle », *Observatoire des politiques culturelles*, supplément au n°21, Automne 2001, 12 pages
- Jean-Gustave PADIOLEAU, « Prospective de l'aménagement du territoire : refondations liminaires de l'action publique collective », p113 à 139, in Repenser le territoire, un dictionnaire critique, sous la direction de S.Wachter, DATAR, éditions de l'Aube, 2000, 287 pages
- Jean-Pierre PEYON, « Patrimoine et aménagement urbain à Nantes : des relations conflictuelles permanentes », *Norôis*, n° 185, tome 47, septembre 2001, pages 113 à 123
- Philippe PORRIER, Loïc VADERLORGE, "Histoire des politiques du patrimoine. Une histoire à écrire », *Les cahiers de la ligue urbaine*, N° 155, 2002.- pp. 32-34

TEXTES DE LOI / RAPPORTS OFFICIELS / DISCOURS

- Conférence de presse de Jean-Jacques Aillagon sur l'action territoriale, le 26 mai 2003
- « Protocole de décentralisation culturelle, département de l'Isère », Conseil Général de l'Isère, ministère de la Culture et de la Communication, Secrétariat d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle, 2001
- Rapport BADY, commission « patrimoine et développement » : propositions pour une politique nationale du patrimoine
- Rapport GAILLARD, commission des finances, « 51 mesures pour le patrimoine monumental », rapport d'information 378 (2001-2002)
- Isaac CHIVA, rapporteur du rapport présenté à M. Jacques Toubon, « Une politique pour le patrimoine culturel rural », avril 1994

MEMOIRES/THESES

- Dany CHIAPPERO, Patrimoine ligérien et développement urbain, définitions et nouvelles pratiques d'aménagement, thèse de doctorat d'aménagement et d'urbanisme (dir. S. THIBAUT), CESA-université F.Rabelais Tours, 1996, 484 pages
-
- Corinne MACIAS, La décentralisation culturelle à l'épreuve du projet local : Le projet « Louvre-Blaye-Estuaire », mémoire de recherche troisième année, Institut d'Etudes Politiques, Bordeaux, 2003
- Fabrice THURIOT, Décentralisation culturelle et territoires, thèse pour le doctorat en droit public, (dir. J.P. NEMERY), université de Reims Champagne-Ardenne, février 1998,
- Gaëlle TOURNADE, (dir. Guibal, Chaumier), Enjeux et limites d'une décentralisation du patrimoine en France, l'expérimentation du protocole de décentralisation culturelle en Isère, maîtrise de culture, université de Bourgogne, 2003
- Thomas VANDAMME, aide à la définition de la stratégie et du processus de patrimonialisation du bassin minier Nord-Pas-de-Calais, rapport de stage, magistère 3, CESA, 2003

ACTES DE COLLOQUE

- Actes des Entretiens du Patrimoine 1997 : « Patrimoine et passions identitaires », sous la présidence de Jacques LE GOFF, Paris, Fayard, 1998, 438 pages
- Politiques du patrimoine et collectivités territoriales, synthèse des échanges du colloque 7 février 2002 à Beauvais, revue Echanges, n°38, mai-juin 2002, 19 pages

TEXTES DE LOI

- Loi du 31 Décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques
- Décret du 18 Mars 1924 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques
- Loi du 27 Septembre 1941 modifiée portant réglementation des fouilles archéologiques
- Loi de programme 67-1174 du 28 Décembre 1967 relative à la restauration des monuments historiques et à la protection des sites
- Décret 85-410 du 3 Avril 1985 modifié relatif à la Commission nationale de l'inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France
- Loi 88-12 du 5 Janvier 1988 relative au patrimoine monumental
- Décret 94-87 du 28 Janvier 1994 modifié relatif à la Commission supérieure des monuments historiques
- Loi 2001-44 du 17 Janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive
- Décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive
- Ordonnance n° 2004-178 du 20 février 2004 relative à la partie législative du code du patrimoine

TABLE DES MATIERES

Remerciements

Introduction	p. 1
I) Remise en cause de la politique nationale du patrimoine	p. 3
1.1. Une politique nationale du patrimoine : l'Etat s'érige en héritier légitime	p. 3
1.1.1. Un héritage historique fort	
1.1.2. Un système centralisé	p. 4
1.2. Extension du champ de la notion de patrimoine	p. 18
1.3. Les nouveaux médiateurs	p. 23
Conclusion de la partie	p. 27
II) Politique locales du patrimoine et patrimoine de proximité	p. 28
2.1. Les collectivités locales et le patrimoine : introduction	p. 28
2.1.1. Responsabilités des collectivités en faveur du patrimoine	p. 29
2.1.2. Intérêt pour le patrimoine	p. 32
2.1.3. « Tout est déjà fait »	p. 33
2.1.4. Intérêt pour le patrimoine local	p. 34
2.2. La notion de patrimoine local	p. 35
2.2.1. Le patrimoine de « troisième type »	p. 35
2.2.2. Les lieux de mémoire	p. 35
2.2.3. Les missions : le patrimoine ethnologique, le patrimoine culturel rural	p. 36
2.3. Enjeux d'une politique locale en faveur du patrimoine et du patrimoine de proximité	p. 37
2.3.1. La valorisation économique	p. 38
2.3.2. Le sentiment identitaire	p. 40
2.4. Typologie de politique locale de patrimoine	p. 42
2.4.1. Le protocole de décentralisation du patrimoine avec le département de l'Isère	p. 42
2.4.2. Les villes et pays d'art et d'histoire (VPAH)	p. 46
2.4.3. Les Pôles d'Economie du Patrimoine (PEP)	p. 49
conclusion de la partie	p. 54
III) Le cas du grand Saumurois	p. 54
3.1. Présentation du territoire du grand Saumurois	p. 54
3.2. La méthode et le questionnement	p. 56
3.3. Acteurs locaux du patrimoine et patrimoine de proximité	p. 57
3.3.1. La région	p. 60
3.3.2. Le département	p. 60
3.3.3. Les communes et les intercommunalités	p. 60
3.3.4. La DRAC Pays-de-la-Loire	p. 62
3.3.5. Le SDAP du Maine-et-Loire	p. 63
3.3.6. La mission Val de Loire	p. 64
3.3.7. Le Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine	p. 65
3.3.8. Le rôle de la Fondation du patrimoine	p. 66
3.3.9. Les associations	p. 66
3.3.10. Le PTI (pôle touristique International)	p. 67
conclusion de la partie	p. 68

Conclusion	p.70
Bibliographie	p.71
Table des matières	p.75
Annexes	p.76

ANNEXES

PREPARATION DES ENTRETIENS

1. Dans un premier temps : l'état des lieux

- **Quand comment et pourquoi a été mise en place une politique du patrimoine (par l'acteur interrogé) ?**
- Nom a-t-il changé ?
- Quelle est la nature du patrimoine auquel vous vous intéressez ?

SOURCE : CERAT

Patrimoine monumental (maisons, églises, monuments, petit patrimoine...)

Patrimoine écrit (archives, livres anciens, photos, cartes...)

Patrimoine archéologique

Patrimoine mobilier (objets, machines...)

Patrimoine industriel

Patrimoine relatif à un « lieu de mémoire » (moment de l'histoire nationale...)

Patrimoine de traditions (fêtes, cérémonies...)

Patrimoine ethnologique (costumes...)

Patrimoine naturel (paysages, plantes...)

Patrimoine préhistorique

Patrimoine linguistique

Autres patrimoines

- Par quels moyens : financement, gestion d'un espace...
- Pourquoi : loi, propriété, accord avec des partenaires
- Place de la politique de l'acteur / rapport à la politique des autres acteurs selon lui

⇒ Inscription de la politique publique locale du patrimoine dans politique patrimoniale nationale :

⇒ A quelle (première) construction locale sur le patrimoine aboutit-on dans la répartition des « compétences » ?

1. Dans un deuxième temps : l'arrangement entre les acteurs du patrimoine

- Quels sont les supports de l'arrangement : procédures, financement, relation personnelles ou autres associations ?
- Quelles sont les coopérations (entre les acteurs et sur quels éléments du patrimoine / qui, quand, où, pourquoi, comment, perspective d'évolution de la coopération) ?
- Quelles sont les points de convergence et les conflits (sur quels éléments du patrimoine, entre quels acteurs / où, qui, pourquoi, comment cela se manifeste-t-il, quand, perspective d'évolution) ?
- Quel est le niveau de coopération des propriétaires quand il s'agit d'un patrimoine privé ?

- Quelle perspective d'évolution dans la prise en charge du patrimoine (vente, achat, expérimentation, recentrage sur un type de patrimoine, pourquoi etc.) ?

⇒ A quelle construction locale (conflits et coopérations) sur le patrimoine aboutit-on dans la répartition de la prise en charge du patrimoine ?

2. Dans un troisième temps : une politique locale patrimoniale pour quel projet de territoire ?

- Quel portage politique ?
- Quelle communication des actions menées ? Pour quel public ? Quels sont les supports utilisés ? (Expositions, visites, publications, programmes scolaires-type école du patrimoine-, mise en scène du patrimoine : à quelle époque de l'année, quels objets patrimoniaux sont utilisés, etc. ?)

Quelles sont vos activités dominantes relativement au patrimoine culturel auquel vous vous intéressez ?

SOURCE : CERAT	
Activités centrales	
	Mise en valeur (plaquettes, dépliants, circuits, expositions...) Réflexion, études, publications Actions de sensibilisation auprès des élus ou de la population Animation (spectacles, son et lumière, musique...), organisation de manifestations
Activités connexes	
	Collection (objets, instruments, costumes...) Restauration, chantiers de réhabilitation Tourisme Développement local Inventaire informel Gestion et fonctionnement d'un monument ou d'une structure
Autres activités	
	Chantiers de fouilles archéologiques Inventaire général (en liaison avec les services du ministère de la Culture) Conseil, stages, formation Défense, action en justice
Activités diverses	

- Quel est le lien avec le tissu économique local : partenariat au sein même de la structure, lors de manifestations ponctuelles, artisanat ?
- quel ancrage de la Politique patrimoniale de l'acteur avec autres actions locales ?

⇒ Le patrimoine support de quoi : quel projet de territoire ? (« patrimoine fil d'Ariane »)
 ⇒ Comment cette construction locale participe à la construction d'une identité locale ?